

*l'Anti*capitaliste

n°376 | 23 mars 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**Contre les
politiciens et
leur monde**

**Pour l'urgence
sociale**



PHOTO: ROUGE / MB

PHILIPPE POUTOU CANDIDAT!

Dossier

**Une Union
européenne en
pleine crise**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Orty, la panique
bien orchestrée!**
Page 2

PREMIER PLAN
**Pays-Bas: nouveau
glissement à droite**
Page 3



ACTU DE CAMPAGNE
**Mélenchon: marcher jusqu'à
République... et après?**
Page 5

LIBRE EXPRESSION
**Entretien avec Luz Mora de VISA
sur la lutte contre le Front national**
Page 12



édito

Par ROSELINE VACHETTA

Orly, la panique bien orchestrée!

À l'issue d'une longue course poursuite avec des policiers, un homme a été abattu samedi dernier à l'aéroport d'Orly alors qu'il menaçait avec un pistolet une militaire tout en proférant des menaces de mort et son désir de « mourir pour Allah »... C'était d'après le procureur de Paris – transformé pour l'occasion en enquêteur de personnalité (!) – « un homme violent et destructeur, délinquant récidiviste, radicalisé en prison »... Une enquête a donc été ouverte pour « tentative d'homicide, d'assassinat sur personne dépositaire de l'autorité publique en relation avec une entreprise terroriste ainsi que pour association de malfaiteurs terroristes criminelle ». Et le parquet antiterroriste l'a confié à la section antiterroriste de la brigade criminelle du 36, à la sous-direction antiterroriste de la PJ et à la DGSJ. Rien que ça!

Tout cela s'est passé dans une tourmente médiatique destinée à nous rappeler que nous serions en état de quasi guerre civile. Et annonce la détermination du pouvoir de tendre vers une prétendue sécurité maximum : pose de nouveaux détecteurs de masse métallique et de caméras intelligentes capables de détecter des individus particuliers, réorganisation de la sécurité dans les aéroports autour d'un seul chef... Et tant pis si la surenchère appelle la surenchère d'une Le Pen et d'un Fillon, dénonçant encore une fois le laxisme du gouvernement et exigeant la plus grande fermeté. Soit l'exact contraire de ce qu'ils réclament pour eux-mêmes!

Deux jours plus tard, les liens avec la filière terroriste sont quelque peu remis en cause... L'agresseur avait consommé beaucoup d'alcool, du cannabis et de la cocaïne. Il semblait également fragile, et avait appelé sa famille la nuit de sa cavale, reconnaissant avoir « fait une bêtise »... Mais pour ce gouvernement et les médias à son service, peu importe : l'occasion était trop belle de déclencher tout l'arsenal de juridictions d'exception pour tenter de nous faire peur et détourner notre attention de leur politique antisociale... et de la grande délinquance des ministres et candidats à la présidentielle.

À l'évidence, avec le fils d'un élu d'extrême droite dans un lycée de Grasse, la tâche semblait difficile... Alors qu'avec un ancien délinquant nommé Zied, tout est plus facile!

BIEN DIT

Tous ces votes FN, aux causes différentes, ne vont pas disparaître par enchantement ni se dissoudre sous l'effet corrosif des indignations morales. D'où viennent-ils? (...) Depuis des années, les « modernisations » libérales exacerbent les rivalités au travail, dans l'accès aux aides, aux logements, etc. S'avive au final, sous des formes différentes donc, mais partout, la guerre des pauvres contre de plus pauvres qu'eux, une concurrence de tous contre tous. Ne reste que le « chacun pour soi », un « sauve-qui-peut général »... Le général de « ce sauve-qui-peut » s'appelle Marine.

Extrait de la tribune « Les mille et une voies du vote Front national », écrite par GÉRARD MAUGER, sociologue et directeur de recherches au CNRS, et WILLY PELLETIER, sociologue et coordinateur général de la Fondation Copernic, publiée par Libération lundi 20 mars.

À la Une

Contre les politiciens et leur monde, pour l'urgence sociale, Philippe Poutou candidat!

Cette élection présidentielle a un petit goût de fin de règne...

François Fillon est resté candidat malgré sa mise en examen pour détournement de fonds publics, et l'extrême droite est en embuscade, profitant de la décomposition à droite. Un « nouveau » candidat, hors des partis – mais pas du système –, attend son heure, préparant sa potion libérale et austéritaire. Les institutions sont à bout de souffle, et près de la moitié des électeurs pense s'abstenir, refusant avec raison de voter pour les partis qui ont mis en place des politiques antisociales... N'en déplaise à Hamon et à Macron qui se partagent tous deux une partie de l'héritage, le quinquennat catastrophique de Hollande a largement contribué à cet état des lieux.

Un boulet en guise de bilan
Les différents gouvernements Hollande ont brutalement accéléré les attaques contre l'immense majorité de la population, en particulier avec les lois Macron et El Khomri. Les conditions de vie et de travail sont de plus en plus difficiles. Les fermetures d'entreprises et les licenciements se multiplient, la souffrance et les accidents de travail tuent, le chômage et la précarité explosent. Les services publics se dégradent, notamment dans la santé et l'éducation. L'accès au logement est toujours aussi difficile. La pauvreté continue de faire des ravages. Pas de trace de tout cela dans la dernière liste des grandes fortunes de ce monde publiée par Forbes il y a quelques jours. L'état d'urgence, le recul des libertés démocratiques, le développement du racisme, l'absence de solidarité pour accueillir les migrants sont eux aussi à mettre au bilan de ce quinquennat. L'impunité policière – contre

laquelle nous avons manifesté par milliers dimanche dernier – s'est renforcée, ainsi que la répression contre les jeunes, les habitantEs des quartiers populaires et celles et ceux qui revendiquent. La destruction écologique s'accroît, que ce soit avec l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou avec la poursuite du nucléaire.

Et soufflent les vents mauvais...
Avec le fiasco de ces dernières années, en l'absence d'une opposition à gauche visible et audible, l'orage approche. À moins que... D'abord la droite, ultra-réactionnaire, qui s'est certes engluée dans l'affaire Fillon, mais qui hélas n'a pas dit son dernier mot. Puis l'ancien banquier d'affaires, ancien milliardaire de Hollande – et toujours milliardaire – Macron, qui défend le « chacun pour soi » et souhaite approfondir la contre-révolution libérale qui détruit nos acquis sociaux.

Surfant sur le désespoir, Le FN, notre ennemi mortel, prétend défendre les classes populaires, mais son programme ne sert qu'au patronat et aux plus riches. Il stigmatise les chômeurEs, les réfugiéEs, les immigréEs, les musulmanEs... alors que plusieurs de ses membres sont mis en examen pour détournement de fonds publics, à hauteur d'un million d'euros. Un vrai parti « nanti-système »!

Construire nos résistances, défendre nos existences
Les mobilisations du printemps 2016 contre la loi travail, contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou contre les violences policières ont été les plus visibles. Du cœur de ces luttes surgit l'exigence d'une autre politique au service du plus grand nombre. C'est à ces combats, à ces aspirations, que la candidature que nous portons dans cette élection présidentielle veut proposer une voix. Tout nous le montre, il faut en finir avec la caste politique et économique

qui nous dirige : à nous de prendre nos affaires en main pour pouvoir tout changer! Aucun politicien ne nous sauvera : il est temps d'imposer notre point de vue, notre programme. Par notre action collective, nous pouvons défendre nos intérêts et changer le cours des choses. Dans mon entreprise automobile, la lutte est toujours d'actualité, et lundi dernier, premier jour officiel de campagne, j'étais un candidat gréviste au côté de mes camarades de travail afin de sauvegarder le site et les emplois. Au-delà nous devons aussi construire un parti qui représente celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre : un outil pour nos mobilisations quotidiennes, pour porter le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. Dans ces élections comme dans les luttes, porter la voix de notre camp social, défendre l'espoir qu'un autre monde reste possible.

Philippe Poutou

POUTOU A L'ÉLYSÉE!



PAYS-BAS

Nouveau glissement à droite

Comme on pouvait s'y attendre, les élections néerlandaises du 15 mars ont montré un glissement à droite, mais d'une manière un peu différente de ce qui était prévu...

La crainte que le PVV (Parti pour la liberté) d'extrême droite de Geert Wilders ne devienne le plus grand parti n'est pas devenue réalité. Il est passé de 15 à 20 sièges sur 150, mais avec 33 sièges, le VVD (Parti populaire pour la liberté et la démocratie) du Premier ministre en exercice Mark Rutte, reste le plus grand parti. Par ailleurs, un nouveau parti d'extrême droite (Forum pour la Démocratie) est entré au Parlement avec deux sièges. Et les deux partis de centre-droit traditionnels, le VVD et le CDA chrétien-démocrate, ont mené des campagnes fortement basées sur le nationalisme, l'islamophobie et les sentiments anti-migrants. Même hors

du gouvernement, le PVV est donc toujours plus influent : en provoquant un conflit diplomatique avec la Turquie, Mark Rutte a réussi à concurrencer le PVV en se présentant comme un leader occidental fort s'opposant à un pays musulman. L'événement le plus remarquable a été l'implosion du PvdA de centre-gauche (Parti travailliste) qui subit la plus grande perte électorale dans l'histoire politique hollandaise en tombant de 38 à 9 sièges. Après les élections de 2012, il a formé une coalition gouvernementale avec le VVD et a mis en œuvre pendant quatre ans des politiques de droite. Qu'il soit sanctionné pour cela était à prévoir. Plus inquiétant est que le reste de la

gauche n'a pas profité de son implosion. Beaucoup d'anciens électeurs du PvdA se sont tournés vers les partis de droite ou n'ont pas voté du tout.

Nouveaux partis, nouvelles questions

Pour de nombreux progressistes, la croissance de GroenLinks (GL, Gauche Verte) de 4 à 14 sièges a été un rayon de lumière. Son jeune porte-parole Jesse Klaver a mené une campagne attrayante avec un style optimiste, et a mis en avant des axes politiques tels que le changement climatique, l'antiracisme et le rejet du nationalisme. Formé dans les années 1990 par la fusion de différents partis de

gauche, GL a connu un cours dit « libéral progressiste », soutenant en 2012 une coalition de droite. Cette orientation ayant été sanctionnée lors des élections suivantes, GL a de nouveau adopté un profil de gauche, mais n'a pas clairement dit adieu à l'orientation antérieure. Parallèlement, le Parti socialiste (SP, venant du maoïsme) perd de nouveau des voix et passe de 15 à 14 sièges. Pendant 15 ans, sa stratégie visait à capter la base du PvdA, mais elle a échoué lors des derniers scrutins. La campagne du SP a tenté de faire de la santé une question centrale, mais n'a pas réussi à l'imposer. De son côté, GL a réussi à attirer de nombreux électeurs du PvdA déçus, et les a séduits avec des thèmes qui sont négligés par le SP. Ainsi l'antiracisme fait partie de l'attraction de GL en particulier pour les jeunes, alors que des figures éminentes du SP ont parfois accompagné des sentiments anti-immigration, lui coûtant des voix. D'autres partis antiracistes

Un monde à changer

«**LA COMMUNE N'EST PAS MORTE!**» Il y a cent soixante-six ans, le 26 mars 1871, eurent lieu les élections au Conseil général de la Commune de Paris. Ces élections venaient après l'insurrection populaire du 18 mars. Un anniversaire à méditer en ces temps électoraux...

L'assemblée élue comprenait 25 ouvriers (environ 30% de l'effectif total), 12 artisans, 4 employés, 6 commerçants, 3 avocats, 3 médecins, 1 pharmacien, 1 vétérinaire, 1 ingénieur, 1 architecte, 2 artistes peintres et 12 journalistes. En dehors de la sur-représentation des journalistes, le Conseil de la Commune représentait donc assez fidèlement ce qu'était la population parisienne. Avec une limite essentielle : l'absence des femmes, encore écartées du droit de vote, même si elles participèrent activement à la Commune.

Cette population pouvait aussi se retrouver dans de nombreux lieux (chambres syndicales, clubs, comités de femmes) pour discuter de la situation, proposer des solutions, aider l'administration communale,

mais aussi faire pression sur les élus. «*Quand nous pourrons avoir les yeux partout où se traitent nos affaires, partout où se préparent nos destinées, alors, mais alors seulement, on ne pourra plus étrangler la République.*» Ainsi se faisaient entendre les aspirations populaires et se discutait la mise en place d'un nouvel ordre social.

Dans une déclaration publiée le 19 avril 1871, la Commune proclamait : «*La Révolution communale, commencée par l'initiative populaire du 18 mars, inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique. C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres.*»

Au fil des scandales, la 5^e République révèle de plus en plus sa réalité, celle «des loups, des cochons et des sales chiens de la vieille société», pour reprendre les termes utilisés par Marx en 1871 pour caractériser les ennemis de la Commune. C'est avec ce système qu'il faut en finir, radicalement.

CAMPAGNE Leur «gauche» et la nôtre

Les soutiens à Macron venant du PS n'en finissent plus, sans compter les 300 éluEs PS qui lui ont accordé leur parrainage...

Mais ces soutiens issus majoritairement du PS viennent peu à peu déséquilibrer le candidat «*ni de droite ni de gauche*» qui se sent donc obligé de rappeler qu'il n'a «*pas fondé une maison d'hôtes*»... Du coup, il a presque dû suer à grosses gouttes quand Valls a officialisé sa rupture avec Hamon, refusant de le parrainer contrairement à ce qu'il avait dit après sa défaite aux primaires... Dans une tribune au JDD, l'ex-Premier ministre fustige le programme de Hamon : un programme «sectaire» ouvrant la voie à Le Pen... «*C'est trahir le passé de ma famille politique. C'est surtout livrer la France à ceux qui préparent la pire des avenir.*»

Mais sur le fond, ce qui dérange Valls et les fervents supporters de Macron dans les rangs du PS, c'est que Hamon défende un programme de «gauche», social-démocrate, «à l'ancienne»...

Concurrence social-démocrate

C'est ce que le vainqueur de la primaire de la Belle alliance a fait devant 25000 personnes à Bercy, dimanche dernier : «*En temps de crise, la clarté est plus que jamais nécessaire. Nous avons trop manqué de clarté, nous*



Si loin, si proche... DR

la gauche. Nous avons trop cédé de terrain... tout en défendant quelques pans du bilan de Hollande : la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le tiers payant généralisé, les prétendus 60000 postes dans l'Éducation, la loi Alur de Duflot ou encore la garantie jeunes...

Dans son discours pour une «France ouverte», Hamon a rappelé quelques-unes des mesures phares de son programme – réécrites pour les contrôles policiers, droit de vote des étrangers aux élections locales, création d'un nouveau corps d'inspection anti-discrimination... Des mesures souvent promises... et jamais mises en œuvre!

Sans jamais les nommer, il s'en est aussi pris à Le Pen, Fillon et Macron : «*Le parti de l'argent a trop de candidats dans cette élection. Il a*

plusieurs noms, il a plusieurs visages, il a même plusieurs partis. L'un nous dit «enrichissez-vous!». Les deux autres pensent : «enrichissez-nous!»», oubliant au passage le rôle du PS, principal responsable de cet état des lieux inquiétant...

La veille, Mélenchon avait «marché pour la 6^e République», une mobilisation tournée... autour de sa personne et du drapeau tricolore! Désireux de reprendre enfin la main après la primaire de gauche et son résultat inattendu, il a défendu l'urgence de changer de République pour «ne pas laisser la monarchie présidentielle dans les mains d'apprentis sorciers». Une contre-offensive sur les questions sociales et sur l'Union européenne assortie d'une bonne dose de souverainisme... sans appeler une seule fois à la mobilisation

dans la rue mais seulement dans les urnes, le 23 avril prochain...

Pour une gauche anticapitaliste, la rupture...

Face à cette vieille gauche défendue en partage à la fois par Hamon et Mélenchon, nous pensons que pour défendre des revendications immédiates, il faut s'en prendre à la logique même du système. Il faut poser le problème de la rupture et donc de la confrontation. Car la répartition des richesses, l'incursion dans la propriété capitaliste et l'avancée vers une propriété publique et sociale, impliquent une confrontation avec les classes dominantes. Mettre au centre l'irruption des travailleurs sur la scène politique et sociale.

Il y a urgence à imposer d'autres politiques, qui passent par une rupture avec l'austérité, avec les politiques pro-patronales, avec l'Union européenne, avec le racisme qui gangrène toute la société, avec le productivisme qui accélère la catastrophe climatique. C'est pour cela que le NPA présente Philippe Poutou. Pas un politicien professionnel, un énarque ou un banquier... Un ouvrier qui entend apporter une autre voix dans cette campagne et qui défendra l'urgence pour les classes populaires de construire leur propre représentation politique, de ne compter que sur leurs propres forces pour défendre leurs intérêts.

Sandra Demarcq

ont gagné des voix comme Denk («Pensez»), fondé par deux anciens parlementaires d'origine turque du PvdA, qui a remporté trois sièges. Le Parti pour les Animaux (PvdD) est aussi passé de 2 à 5 sièges avec un profil idéaliste et écologique. Quant au parti «D66», un des grands vainqueurs du scrutin en progressant de 12 à 19 sièges, il est parfois considéré comme «progressiste» avec un féminisme libéral et une rhétorique antiraciste... mais il soutient fermement les politiques économiques néolibérales.

Le pouvoir néolibéral reconfiguré, une alternative à construire

La formation d'une nouvelle coalition dans ce paysage fragmenté sera difficile : au moins quatre partis différents sont nécessaires pour former une coalition majoritaire. Mais quelle que soit sa composition, le nouveau gouvernement des Pays-Bas donnera plus de pouvoir aux grandes entreprises. L'inégalité

sociale et la précarité augmenteront, combinées avec des politiques anti-réfugiés et anti-immigrés, et un climat politique islamophobe et nationaliste. La droite et l'extrême droite bénéficieront de cette dynamique.

Malgré les progrès de certains d'entre eux, aucun parti de gauche n'a de réponse adéquate à cette situation. Le SP pense que le racisme peut être ignoré, et GroenLinks n'a pas renoncé clairement à son libéralisme économique antérieur. Il manque aussi des racines sociales et des liens qu'a le SP avec les syndicalistes. Compte tenu du déclin de la gauche parlementaire, les luttes sociales deviendront encore plus décisives. Le potentiel de tels mouvements a été démontré au cours de ces derniers mois dans les mobilisations autour du changement climatique, du racisme et du TTIP, le traité transatlantique. La Marche des femmes à Amsterdam du 11 mars a été l'une des plus grandes manifestations de ces

MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE AUX PAYS BAS



dernières années, avec plus de 15000 personnes. Combiné à la construction de tels mouvements, la gauche hollandaise a besoin d'urgence d'un

processus de discussion collective et de clarification politique. **D'Amsterdam, Alex de Jong (traduit par Laurent Duvin)**

Le chiffre 39

C'est, selon le magazine Forbes, le nombre de milliardaires aujourd'hui en France. Leur fortune totale s'élève à 245 milliards de dollars : un bond de 21% par rapport à 2016. Bernard Arnault est en tête de ce palmarès, mais le patron de LVMH, avec ses 41,5 milliards de dollars, ne se hisse qu'à la 11^e place mondiale...



Agenda

Mardi 28 mars, rassemblement contre la répression syndicale à La Poste, Versailles. Rassemblement de soutien à Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92. Rendez-vous à 9h devant le palais de justice de Versailles, 2, esplanade du Grand-Siècle.

Judi 20 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Omerta à l'hôpital. Le livre noir des maltraitances faites aux étudiants en santé* (Michalon, 2017), présenté par son auteure, Valérie Auslender, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Judi 27 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Le militaire. Une histoire française* (Éditions Amsterdam, 2017), présenté par son auteur, Claude Serfati, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

Je suis fier de laisser à mon successeur un pays plus fort, plus soudé, plus digne et plus cohérent qu'en 2012.

FRANÇOIS HOLLANDE, lors de son discours de Crolles samedi 18 mars.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2017
PHILIPPE POUTOU

NOTRE CAMPAGNE

Vous avez dit « utopique » ?

Il ne manque pas de journalistes ou de personnes pour nous interpeller, « oui, tout ça, c'est très bien, mais c'est totalement utopique ». Une façon qui se veut sympathique et élégante, cependant un peu condescendante... de clore la discussion, de disqualifier par avance nos arguments. Nos idées, notre programme, nos perspectives seraient utopiques. La messe est dite!

Le mot « utopique » ne nous gêne pas en soi, nous sommes même tout à fait disposés à l'assumer à condition de bien le comprendre. Le terme *utopia* est un mot forgé par Thomas More en 1516 pour désigner la société idéale qu'il décrit dans son œuvre écrite en latin, *Utopia*. Le sens d'« utopie » est littéralement « sans lieu », « qui ne se trouve nulle part ». Thomas More a lui-même utilisé un autre mot, *Eutopia* pour désigner le lieu imaginaire qu'il a conçu. Le préfixe *eu* signifie « bon ». *Eutopia* signifie donc « le lieu du bon ». Un lieu qui n'existe pas sur terre!

Changer le monde, ici et maintenant

Depuis et même avant, de nombreux utopistes, de Platon à Fourier, ont décrit une société future en rupture avec la société de classes et d'oppression. Cela leur a souvent valu de graves ennuis, en particulier avec les autorités religieuses comme par exemple Campanella, un contemporain de Galilée, auteur de *la Cité du Soleil*, torturé et condamné à 27 ans de prison...

Bien des journalistes bien pensants qui nous qualifient d'utopistes sont le plus souvent plus respectueux des religions. Ce qui les ennuie en réalité, ce sont les utopies bien terrestres qui expriment une contestation, la volonté de changer le monde.

Le marxisme est né comme un dépassement de ce que l'on appelait alors le socialisme utopique. Il décrivait les bases matérielles et les forces sociales capables de réaliser, *hic et nunc*, le légitime rêve d'une autre société juste et humaine. Le socialisme n'était plus alors une indignation ou une aspiration morale, mais bien un combat politique enraciné dans la réalité des luttes de classes. L'utopie devenait la contestation de l'ordre social ne se limitant pas à un idéal inaccessible, ou supposé tel, mais une perspective concrète pour aujourd'hui et maintenant. Le socialisme devenait l'utopie enfin réalisable sur terre.

Pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression

Ce qui à nos yeux est totalement irréaliste est de croire que l'on peut amender le capitalisme, le réformer, irréaliste et surtout mensonger. La politique des classes dirigeantes est soumise à des logiques qui dépassent le choix individuel et face auxquelles la simple volonté, même la plus sincère, est bien impuissante. La logique du profit, de la concurrence s'impose à eux, leur dicte leurs actes. L'État s'est forgé à travers les guerres – guerres impérialistes, guerres coloniales, guerres sociales – une machine qui est bien incapable de se reconstruire pour mener une politique ne serait-ce qu'un tant soit peu favorable aux opprimés.



Et les Ghosn and co perçoivent des millions pour mettre au service de cette monstrueuse logique leur intelligence perverse.

Les rapports sociaux capitalistes fondés sur l'exploitation, les États qui les perpétuent, devront être renversés, de façon très réaliste, à travers les luttes de classes mobilisant des millions de femmes et d'hommes pour conquérir le droit de vivre libres et dignes.

Les classes populaires ont pu expérimenter toutes sortes de promesses politiques et vérifier leur vanité, leur impuissance à changer les choses. Ce sont bien ces promesses qui sont « utopiques » au sens où elles sont totalement irréalistes, de simples vues de l'esprit destinées à aveugler les consciences.

Ainsi, ce qui est « utopique », c'est de croire que la destruction des droits sociaux va permettre de lutter contre le chômage, alors que de toute évidence la seule réponse à ce drame serait de partager le travail entre toutes et tous, seule proposition réaliste.

Oui, nous avons fait un rêve, celui d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, une société fondée sur la solidarité et la coopération des humains, sur l'égalité des sexes, ayant liquidé les privilèges sociaux ou nationaux. Ce rêve est fondé sur l'évolution des sociétés humaines, des sciences et des techniques, des connaissances, des rapports sociaux... Une utopie parfaitement réaliste.

Yvan Lemaître

Agenda

Jeudi 23 mars, réunion publique, Saint-Ouen. Avec Philippe Poutou, à 19h30 à la Résidence hôtelière, 65, rue du Docteur-Bauer.

Mardi 28 mars, réunion publique, Besançon. Avec Philippe Poutou, à 20h au Petit Kursaal, place Granvelle.

Mercredi 29 mars, réunion publique, Nantes. Avec Philippe Poutou, à 20h30 à la Manufacture.

Vendredi 31 mars, réunion publique, Saint-Denis. Débat et repas avec Olivier Besancenot, à partir de 18h. Inscription à npa.saintdenis@gmail.com

Lundi 3 avril, réunion publique, Beauvais. Avec Philippe Poutou, à 19h salle du Pré Martinet, rue du Pré Martinet.

Mercredi 5 avril, réunion publique, Caen. Avec Philippe Poutou, à 20h au Centre de congrès, avenue Albert-Sorel.

Jeudi 6 avril, réunion publique, Rouen. Avec Philippe Poutou, à 20h à la Halle-aux-toiles.

NParquements de campagne

Arrêter la folle course aux armements et à la guerre

Parmi les sujets qui ne sont pas débattus lors de cette campagne présidentielle, il y a le domaine militaire. Et pour cause, il y a un consensus à ce sujet entre les principaux candidats, de Marine Le Pen à Mélenchon, en passant par Fillon, Macron ou Hamon : pas touche au « complexe militaro-industriel français ». Ce terme désigne trois éléments étroitement imbriqués entre eux : le budget militaire, l'armée et l'industrie d'armement.

Quelle est la réalité de la défense française, première puissance militaire européenne ?

L'armée française compte environ 220 000 militaires, dont près de 20 000 sont stationnés hors de métropole : 8 000 dans les colonies d'outre-mer, 5 000 dans des bases militaires françaises à l'étranger (Djibouti est la principale), 6 000 dans des interventions extérieures (au Sahel, en Centrafrique, au Liban, en Irak et en Syrie, etc.).

Au niveau armement, l'armée française dispose d'une panoplie de joujoux sophistiqués et coûteux, 200 chars d'assaut Leclerc (à 16 millions d'euros pièce tout de même...), 150 avions Rafale (à 150 millions d'euros pièce, de quoi construire par exemple plusieurs hôpitaux), une centaine de navires de guerre, etc. La France a aussi son porte-avion, le *Charles-de-Gaulle*, plus petit que ceux des USA, devenu la risée du monde entier du fait de ses fréquentes avaries, et qui est un

gouffre financier : une construction d'environ 3 milliards d'euros, un entretien – il est actuellement en cale sèche pour 18 mois – de 1,3 milliard d'euro.

À noter que la France est la 4^e puissance nucléaire mondiale, après les USA, la Russie et la Chine, avec environ 300 têtes nucléaires... et un coût annuel non négligeable d'environ 10% du budget de la défense.

Que veulent faire les candidatEs en matière de budget de la défense ?

Les principaux candidats veulent augmenter ce budget ! Pourtant, la défense représente déjà le deuxième poste des dépenses dans le budget de l'État après celui de l'éducation. En 2016, Hollande l'a déjà augmenté de 1,9% à 32 milliards d'euros. De Le Pen à Mélenchon, tous veulent le porter au minimum à 2% du PIB, ce qui représente une augmentation de plus de 12 milliards d'euros, tout en s'engageant à réduire le déficit public...



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / THOMAS MITCH

Comme par hasard, 2% du PIB, c'est la recommandation de l'Otan à ses pays membres. Les plus zélés, comme Le Pen ou Hamon, veulent même le porter à 3% du PIB !

À noter que le budget officiel de la défense est notoirement sous-évalué : il ne couvre pas toutes les dépenses militaires de l'État français. Une partie des salaires et des pensions n'y figurent pas. Le budget des « opex » (interventions militaires à l'étranger) est largement sous-estimé (plus d'un milliard d'euros au total). La recherche militaire est prise en charge

en grande partie par d'autres ministères. Selon le SIPRI (un institut indépendant basé à Stockholm), les dépenses militaires de la France s'élevaient en 2014 à 62 milliards de dollars, soit 2,2% du PIB, ce qui représente 3% des dépenses militaires mondiales, plaçant la France au 5^e rang mondial.

À quoi sert l'industrie d'armement ?

L'industrie d'armement en France, qui emploie environ 165 000 salariéEs, est composée d'entreprises en grande partie privées, avec des participations publiques, comme Dassault, Airbus, Safran, Thalès, KNDS.

Un bel exemple de « partenariat public-privé »... Sans commandes publiques (le budget d'équipement du ministère de la Défense s'est élevé à 17 milliards d'euros en 2016), pas d'industrie « nationale » d'armement. Et sans utilisation par l'armée française et sans garantie par l'État français, pas d'exportations d'armement.

Sous Hollande, la France est devenue le 2^e exportateur d'armes dans le monde, derrière les USA. Parmi ses plus gros clients, des dictatures bien connues, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar (vente de Rafale pour 6,3 milliards d'euros en mai 2015), l'Égypte (vente de Rafale pour 5,2 milliards d'euros en février 2015), etc. qui utilisent ces armes pour mettre au pas leur population ou bombarder d'autres peuples (comme l'illustre tragiquement l'intervention militaire sanglante de l'Arabie saoudite

au Yémen par exemple). Cela pour le grand profit notamment de Dassault qui, comme chacun sait, vend la Rafale.

Que veulent les anticapitalistes ?

Nous défendons le désarmement unilatéral et général. Cela passe par :

- la sortie de l'Otan, une machine de guerre créée par les USA après la Seconde Guerre mondiale pour s'opposer à la prétendue menace soviétique,
- l'arrêt des interventions militaires françaises à l'étranger, lesquelles participent au maintien de l'ordre capitaliste dans le monde et, massacrant des populations civiles, alimentent le terrorisme,
- la destruction de la force de dissuasion nucléaire française, l'exemple le plus criant d'une production inutile et dangereuse,
- la dissolution de l'armée professionnelle, laquelle peut être utilisée demain comme au siècle dernier par la bourgeoisie pour écraser les révoltes de la population contre un système de plus en plus inégalitaire, injuste, anti-démocratique, inhumain, etc. D'ailleurs, des politiciens de droite comme de « gauche » n'appellent-ils pas l'armée à intervenir dans les quartiers populaires ?

- la reconversion industrielle de l'industrie d'armement, pour produire enfin des choses utiles à la population, alors que les besoins sont importants, sans que cela se fasse au détriment des salariéEs de la branche qui doivent pouvoir garder leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail.

La manifestation a été massive (130 000 personnes revendiquées, en réalité beaucoup moins), mais le plus frappant, c'est l'interdiction des drapeaux autres que ces milliers de drapeaux bleu blanc rouge distribués aux manifestants. Utiliser le drapeau des Versaillais comme signe de ralliement le jour de l'anniversaire du début de la Commune, il fallait oser ! Que le PCF et Ensemble l'aient accepté donne la mesure de leur paralysie. Mélenchon a une fois de plus multiplié les références nationalistes : « La France tendra la main à tous les peuples qui refusent de s'aligner derrière tel ou tel empire », oubliant qu'elle est elle-même une puissance impérialiste de premier plan... Le dirigeant de France insoumise s'adresse à « chaque petite française, chaque petit français, surtout s'il vient de loin », et voit son « Assemblée constituante élue ou tirée au sort parmi les Français », oubliant au passage les millions d'habitants qui n'ont pas la nationalité française... et oubliant donc de revendiquer une citoyenneté de résidence.

De Gaulle à la rescousse !

Le point d'orgue du nationalisme visant à effacer les frontières de classes est sans doute la référence à De Gaulle et au rôle historique de la 5^e République. Pour indiquer la nécessité d'en finir avec cette « monarchie présidentielle », il nous débite un étonnant discours : « Cette Constitution avait été taillée sur mesure pour un homme exceptionnel, dans des conditions exceptionnelles, pour faire face à un contexte exceptionnel ». Voici donc pratiquement réhabilités

MÉLENCHON Marcher jusqu'à République... et après ?

La marche de France insoumise concentre les critiques maintes fois formulées sur la campagne de Mélenchon : son nationalisme autour d'un « sauveur suprême » avançant des mots d'ordre justes mais minimalistes et l'impasse de cette campagne...



Ceux qui tricolorent... DR

dans un même temps le coup d'État de 1958, De Gaulle et l'orientation de l'État français pendant la guerre d'Algérie...

Le One man show permet de faire accepter sans critique ce discours, ces drapeaux et la Marseillaise. On se croirait parfois devant un discours de Macron, lorsque sont acclamés « la règle verte », le « bouclier de Marianne, symbole de la paix », la « dignité animale », des points dont le flou est saisissant... On s'étonne de voir hurler « Résistance ! » à propos

de la sortie de l'Otan, sans aucune critique de la politique impérialiste de la France ou de la Russie.

Quelques grammes de radicalité dans un monde pratiquement inchangé

Comme au débat télévisé du 20 mars, Mélenchon égrène diverses propositions élémentaires, mais dont la radicalité semble s'atténuer chaque jour. Pas un mot ce dimanche sur les licenciements ou sur les salaires, la « finance » est critiquée sans que le

moindre mot d'ordre soit avancé pour l'empêcher de nuire, par exemple la réquisition des banques ou même un moratoire sur la dette. Aucune mesure de coercition contre le grand patronat n'est envisagée. On retrouve la vieille idée qu'il suffit de voter pour changer les choses. Mélenchon fait hurler « Dégagez ! », défend une Constituante et la fin de la fonction présidentielle (tout en rappelant que « Notre patrie est le point d'appui pour les grands défis que l'humanité universelle doit relever. Pour la part qui me reviendrait, j'y suis préparé »...), des référendums... mais il n'a pas un mot pour les mobilisations sociales.

Pourtant, la transformation sociale n'est pas essentiellement une affaire d'échanges de points de vue, de votes, mais un affrontement entre les classes, des rapports de forces, une rupture avec l'État et la propriété privée des moyens de production. Esquiver ces questions, cela revient à dénoncer une situation en refusant les moyens réels qu'a le monde du travail pour la bouleverser, dans une période où il y a pourtant urgence à le faire...

Antoine Larrache

PARRAINAGES 573: la victoire d'une organisation militante

À la dernière publication au Conseil constitutionnel le mardi 14 mars, nous avons seulement 357 parrainages validés, et nous en avons pour notre part recensé entre 400 et 420. Le vendredi 17 mars, c'est 573 parrainages qui étaient arrivés avant 18 heures rue de Montpensier...

« La mort de l'extrême gauche »... C'est ce que titrait le Figaro il y a quelques semaines devant nos difficultés à réunir les parrainages. Le NPA était bien en difficulté, nous n'avons pas menti, mais nous avons aussi toujours dit que nous n'envisagions pas d'échouer. Ce qui a permis notre victoire, c'est que notre organisation est avant tout une organisation militante, avec des forces certes réduites mais en capacité de mettre plusieurs centaines de militantEs sur les routes, pour des centaines de milliers de kilomètres parcourus... afin de tenter de convaincre les maires des petites communes de donner leur parrainage à Philippe Poutou. Ce militantisme de terrain est bien ce qui nous permet de réussir là où d'autres échouent.

La démocratie selon le Conseil constitutionnel

Nous l'avons dit pendant toute cette recherche des parrainages, ce système est complètement antidémocratique. Philippe Poutou a failli ne pas y être, mais François Fillon, mis en examen, n'a eu aucun problème de ce point de vue pour être candidat à l'élection présidentielle. Et les candidatures d'extrême droite et de droite extrême pullulent... Mais cette année, le système est apparu réellement à bout de souffle. Nos discussions avec le Conseil constitutionnel se transformaient instantanément en cette scène mythique des Douze Travaux d'Astérix dans les couloirs de l'administration... La période de recueil des parrainages devait initialement s'étendre du 23 février au 17 mars, mais à moins d'une semaine de la date d'envoi des formulaires, le Conseil constitutionnel annonçait que la date changeait et que les formulaires seraient envoyés le samedi 25 février, soit deux jours plus tard. Sauf qu'en réalité, ils l'ont été la veille, le vendredi 24 février, cela sans aucune justification... Le vendredi 3 mars, on nous a validé un seul parrainage supplémentaire, laissant la presse titrer que nous étions très mal partis... alors que nous comptons plus de 60 parrainages qui auraient dû être validés !

Contrairement aux précédentes élections présidentielles, le candidat ne pouvait plus récolter les formulaires et les déposer lui-même au CC, il fallait les envoyer par la poste et qu'ils arrivent le 17 mars avant 18 heures, seule administration où le cachet de la poste ne fait pas foi, créant ainsi une inégalité entre les différents élus, car en fonction de la commune, la poste n'est pas la même. Nous avons demandé à de nombreuses reprises si nous pouvions utiliser un système de coursier, le CC nous a toujours répondu par la négative, puis dans leur dernier communiqué ils indiquaient la possibilité d'utiliser certains transporteurs privés... Après consultation de la liste des services postaux agréés par l'ARCEP, nous avons ainsi trouvé un service de coursier. Et à plusieurs reprises, nous avons demandé au secrétaire général du Conseil constitutionnel une confirmation que nous pouvions utiliser ce service, une confirmation qu'il ne nous donnera jamais...

Poutou 2017, c'est parti !

La campagne démocratique autour de l'ouvrier candidat s'est imposée dans cette session des parrainages. Aujourd'hui nous pouvons pleinement démarrer cette campagne pour imposer dans le débat nos revendications : l'interdiction des licenciements, la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'ouverture des frontières et la libre circulation de toutes, la fin de l'état d'urgence et de ses lois répressives, la justice climatique...
L'équipe « parrainages » du NPA

En action !

Grenoble Meeting réussi avec Philippe Poutou. Un quart d'heure avant le début du meeting, les chaises étaient déjà presque toutes occupées ! Assis par terre, debout au fond de la salle... ce sont presque 230 personnes, en très grande majorité des jeunes, qui ont assisté au meeting de Philippe Poutou à Grenoble lundi 13 mars.

La parole a été donnée aux jeunes du NPA puis à des acteurs de luttes locales sur le droit au logement et contre les expulsions, à un salarié en lutte contre la politique d'austérité de la mairie EÉLV/PG. L'exemple grenoblois des promesses non tenues et des trahisons contre les classes populaires illustre bien le discours plus global de notre candidat. Philippe est revenu sur les attaques contre le monde du travail, sur l'urgence écologique, sur la répression notamment dans les quartiers populaires en insistant surtout sur la nécessité de prendre en charge nos propres affaires.



DR

Savoie Notre candidat bien là !

Mardi 14 mars, à trois jours seulement de la clôture de la remise des parrainages, la venue de Philippe Poutou s'est construite autour de notre campagne démocratique pour arracher les 500 signatures. Elle a donc commencé par une rencontre avec la municipalité du bourg rural d'Yenne, dont le maire avait accepté de parrainer notre candidat, ce qui a permis un point presse durant lequel Philippe a appelé les élus à s'engager pour permettre qu'un ouvrier puisse s'inviter au banquet des présidentiables. En fin d'après-midi, notre candidat a participé à un meeting à Chambéry devant 120

personnes. Il a débuté par l'intervention d'animatrices et d'animateurs des luttes locales, avant que Philippe définisse les grands points de notre programme et appelle à se rassembler largement pour lutter contre les politiques de casse des capitalistes. La journée s'est terminée de façon conviviale avec un repas rassemblant une quarantaine de militantEs et sympathisantEs du NPA.

Haut-de-Seine « Nous ne voulons pas le pire, nous voulons tout ! »

Le mercredi 15 mars, Philippe Poutou animait deux meetings dans le 92. Dans ce département, fief des Balkany, des Sarkozy, lieu d'habitation de Bettencourt, où l'on s'y connaît dans les fêtes entre millionnaires et les arrangements de gangster entre amis, la présence d'un candidat ouvrier, anticapitaliste, peut sembler décalée. Mais le 92, c'est aussi d'énormes concentrations ouvrières comme le port de Gennevilliers, des grèves longues et tenaces comme à La Poste ou bien encore une dizaine de lycées récemment mobilisés en solidarité avec Théo Lukana, violé par un policier à Aulnay.

Sans costard et sans millions détournés, Philippe s'est présenté d'abord devant 350 étudiants à la fac de Nanterre, lieu chargé d'histoire et notamment de celle de 1968 et de sa grève générale. Et le soir, à Gennevilliers, ville populaire du 92, devant une centaine de personnes côtoyées dans notre militantisme quotidien mais aussi des curieux, des lycéens... Face à la brochette de voyous qui prétendent nous représenter mais qui ne connaissent rien des fins de mois difficiles et des conditions de travail qui poussent certains et certaines au suicide, Philippe est revenu sur des mesures d'urgence telles que la fin du chômage, l'augmentation des salaires et un salaire minimum à 1700 euros net mais aussi la nécessité de nous organiser nous-mêmes. Car oui, nous nous

présentons pour présenter à l'échelle de millions de personnes ce que nous défendons au quotidien sur nos lieux de travail, d'études et nos quartiers. Aucune conquête sociale ne se fera sans nos grèves et nos manifestations. Beaucoup de gens ont laissé leur contact pour participer à la campagne, avec un intérêt réel pour nos propositions. Nous avons maintenant quatre semaines pour prendre toute notre place politique dans ce bal des charlatans !

Bordeaux En avant pour la campagne !

Malgré une préparation difficile du fait de la « chasse aux parrainages », nous étions environ 200 jeudi 16 mars, pour le deuxième meeting de Philippe Poutou en Gironde. Isabelle Ufferte, membre de la direction du NPA 33, a introduit sur la lutte à Ford pour l'emploi qui, débutée il y a 10 ans, a empêché la fermeture de l'usine. Aujourd'hui les 920 salariés qui restent, dont Philippe, risquent à nouveau de perdre leur emploi. Mónica Casanova, élue à Lormont, est intervenue sur les violences policières : dans les quartiers populaires, ce sont des violences sociales d'autant plus impunités qu'elles se font contre des populations jeunes, pauvres, immigrées, des « classes dangereuses »... Elles ne pourront être combattues que par la lutte du monde du travail uni. Enfin, Philippe a développé les axes de sa candidature d'ouvrier anticapitaliste, pour que les exploités fassent eux-mêmes de la politique en rupture avec ce système d'exploitation, de mainmise de la finance,



DR

de violence sociale. Pour l'affronter, contre les libéraux et souverainistes de tous bords, « pour redonner confiance à notre camp social », nous avons besoin « d'un parti, outil politique qui soit le nôtre pour nous organiser, comprendre, militer, faire du lien, faire converger les luttes ». La salle, dont des camarades de la lutte contre la loi travail, a réagi chaleureusement, s'interrogeant sur nos relations avec LO, ou comment faire pour changer le rapport de forces pour une Europe des peuples... De riches débats pour la campagne qui commence !

Paris 18^e Olivier Besancenot en soutien.

L'ancien candidat à la présidentielle a tenu, mardi 14 mars, une réunion publique dans cet arrondissement d'immigration parisien, cela dans le cadre de la campagne de Philippe Poutou et à quelques jours de la marche du 19 mars.



MB

Après une présentation du quartier et l'activité locale du NPA, Olivier Besancenot a présenté les grands traits de la situation actuelle, marquée en particulier par une campagne d'« affaires » et une pression réactionnaire. Insistant sur le fait que ce petit monde de politiciens professionnels ne nous représentent pas, il a invité l'assistance, une centaine de personnes, à ne plus se lamenter et à faire nous-mêmes de la politique, à prendre nos affaires en main... Le débat qui a suivi a été riche, permettant de revenir sur les questions d'unité dans notre camp social ou d'engagement collectif à construire.

Ce 25 mars marque le 60^e anniversaire du traité de Rome qui a institué le Marché commun, dont l'élargissement et l'approfondissement a conduit à l'actuelle Union européenne. Celle-ci est aujourd'hui dans l'impasse...

UNE UNION EUROPÉENNE EN PLEINE CRISE

VERS LA FRAGMENTATION?

D'emblée, le processus de rapprochement des États de l'Europe de l'Ouest initié en 1957 a été conçu comme irréversible. Les six États originels (Allemagne de l'Ouest, France, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) forment d'abord un « Marché commun » mais leur projet vise à englober d'autres États et d'autres politiques pour aboutir, selon les conceptions, à une fédération européenne ou bien à une confédération (dans ce cas les États membres auraient conservé un plus grand rôle). Progressivement, l'édifice englobe de nouveaux États (28, 27 depuis l'annonce du Brexit) et s'approfondit avec la mise en place de politiques communes (comme la PAC, politique agricole commune), d'un marché unique d'inspiration néolibérale en 1986 et de l'euro en 1992. Certes, tous les pays membres ne sont pas dans la zone euro mais c'est l'objectif : le traité de Maastricht oblige les États de l'UE à adopter l'euro dès qu'ils respectent certains critères monétaires et budgétaires (le Royaume-Uni et le Danemark ont cependant obtenu le droit de rester en dehors).

Enlèvement

À partir du milieu des années 2000, le processus commence à patiner. Certains des nouveaux États membres décident de ne pas adopter l'euro (la zone euro est donc limitée à 18 membres), tandis que les nouvelles politiques communes sont plus difficiles à mettre en place. Signé en décembre 2007, le traité de Lisbonne prévoit donc une procédure de coopération renforcée, ce qui permet à des États membres d'approfondir leur intégration même si les autres ne le veulent pas. Mais elles n'ont été utilisées que trois fois en quinze ans, sur des sujets non prioritaires. Ainsi, la Commission a proposé d'en lancer une pour harmoniser l'impôt sur les sociétés : il s'agit de contourner l'opposition d'États comme l'Irlande ou le Luxembourg... mais c'est un échec (car la France et l'Allemagne n'arrivent pas à s'accorder). Les gouvernements sont encore capables de faire leur unité pour mettre en œuvre l'austérité : le pacte budgétaire européen (TSCG) est signé en 2012 afin de

Un processus de fragmentation de l'Union européenne semble s'engager du fait de l'incapacité des gouvernements à s'accorder.

renforcer la surveillance budgétaire au sein de la zone euro. Ils s'accordent également pour pressurer la Grèce. Mais pour le reste, c'est l'impasse. Les États membres n'arrivent pas à avancer tous ensemble et ceux qui veulent avancer indépendamment des autres n'arrivent pas à se mettre d'accord. En arrière-plan, les peuples sont de plus en plus sceptiques face à une Europe qui semble se réduire à une mécanique austéritaire.

« À plusieurs vitesses »

Dans ce contexte et alors que s'engage le Brexit, la Commission et les « grands » États européens (Allemagne, France, Espagne et Italie) ont commencé à réfléchir à une « Europe à plusieurs vitesses » : c'était l'objectif d'une réunion organisée début mars par François Hollande afin de promouvoir une espèce d'avant-garde européenne avançant sans se laisser freiner par les autres États, notamment en matière de défense et de fiscalité. À peine exposée, cette logique s'est heurtée à une révolte des pays d'Europe centrale et orientale, notamment la Pologne, qui s'inquiètent d'être

déclassés comme membres de seconde zone de l'Union. Ils ont obtenu que le projet de déclaration destiné à être adopté à Rome pour le 60^e anniversaire du traité fondateur ne fasse pas mention de ce sujet...

Mais le ver est dans le fruit. Les bourgeoisies s'avèrent de plus en plus incapables de construire une Europe unifiée et crédible aux yeux des peuples. En l'absence d'une alternative internationaliste crédible, nationalistes et souverainistes de tout poil marquent des points. Cela montre la fragilité d'un projet de construction fondé sur le primat du marché et une logique où on prétend régler dans le détail certains sujets (jusqu'aux dates de chasse à la palombe...) en se refusant à avancer sur des sujets essentiels, comme par exemple un SMIC européen. Les anticapitalistes doivent cheminer sur un chemin de crête : ne cautionner en rien des traités européens qui ne conduisent qu'à la catastrophe sociale et à l'impasse, sans reprendre d'aucune façon la musique – de plus en plus tonitruante – des nationalistes.

Henri Wilno



ROYAUME-UNI LA MONTÉE DU RACISME, UN DÉFI POUR LA GAUCHE

Le vote en faveur du Brexit en juin dernier continue à poser de sérieux problèmes pour les directions des partis conservateur et travailliste, ainsi que pour le patronat britannique, qui tous, majoritairement, n'en voulaient pas...



30 000 personnes manifestaient à Londres contre le racisme le 18 mars dernier. DR

Après le vote, le Parti conservateur n'a pas choisi l'option d'un Brexit « soft » avec un accès au marché unique mais aussi une obligation d'accepter la liberté de circulation de tous les citoyens de l'UE. Devant la pression de l'aile droite la plus réactionnaire du parti et la déstabilisation que pourrait lui procurer une nouvelle poussée de UKIP (le « Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni »), le gouvernement de Theresa May a opté pour un Brexit dur et raciste : l'abandon d'un accord sur le marché unique et la menace d'une fermeture des frontières à l'immigration de l'UE.

May sous la pression

Theresa May parle d'une « Grande-Bretagne globale », avec des accords commerciaux privilégiés négociés en particulier avec « l'anglosphère », dont les USA... Mais le succès est loin d'être garanti. Trump a promis une politique très protectionniste au nom de « America First » et le rapport de forces lors des négociations joue largement en faveur des USA bien plus puissants. D'autre part, l'UE n'est pas prête à faire de cadeaux au Royaume-Uni lors des nouvelles négociations sur les accords commerciaux. Devant le risque de pertes de marchés, Theresa May a déjà laissé entendre qu'elle pourrait baisser les impôts sur les sociétés pour compenser le patronat mais avec la conséquence d'une baisse des

dépenses publiques, notamment sur la santé et l'éducation. L'autre grand problème pour les conservateurs vient de l'Irlande du Nord et surtout de l'Écosse, deux pays où le vote était majoritaire contre le Brexit. En Écosse, le Parti national écossais (SNP) utilise ce constat pour revendiquer l'organisation d'un nouveau référendum sur l'indépendance et un maintien dans l'UE, référendum lors duquel le Oui à l'indépendance pourrait cette fois l'emporter.

Des travaillistes divisés

La droite (social-libérale) du Parti travailliste, majoritaire chez les parlementaires et très pro-Remain lors du référendum voudrait un Brexit soft avec un accès au marché unique de l'UE mais aussi une politique anti-immigration plus dure. Dans un discours récent, Jeremy Corbyn, le leader du Parti travailliste, a déclaré lui aussi que « beaucoup d'emplois dépendent du marché unique », qu'il fallait une « gestion raisonnable de l'immigration » et qu'il n'était pas attaché de manière définitive à la libre circulation des citoyenEs de l'UE... Un recul important par rapport à ses positions antérieures beaucoup plus correctes. Cela représente aussi une concession de plus à la pression de la droite du parti mais aussi d'une partie de ses anciens ou actuels soutiens qui souhaitent la dilution d'une politique perçue comme trop radicale et qui ne permettrait pas de gagner les élections.

En Écosse, le Parti travailliste fut laminé après sa décision catastrophique de s'opposer à l'indépendance en s'alliant aux conservateurs. Aujourd'hui, il semble difficile de ne pas accepter le vote, car s'y opposer serait vu comme antidémocratique par les travailleurs qui ont voté en sa faveur.

La réponse des anticapitalistes

Lors du référendum sur le Brexit, la gauche anticapitaliste était divisée. Aujourd'hui, il semble difficile de ne pas accepter le vote, car s'y opposer serait vu comme antidémocratique par les travailleurs qui ont voté en sa faveur. Pour beaucoup de travailleurs, le Brexit représentait un moyen de punir l'élite et les politiciens des grands partis. Ce sentiment « anti-système » et la colère pourraient se transformer en résistance. Pour y répondre, il est urgent de construire un mouvement puissant contre le racisme et l'austérité. La division des conservateurs rend cette perspective plus réaliste et les mobilisations des derniers mois montrent la voie. Les grèves dures dans les chemins de fer en période de Noël, l'immense manifestation il y a quelques semaines en défense du système de santé et la manifestation antiraciste impressionnante du 18 mars en donnent une petite idée.

Ross Harrold

GRÈCE LE CARCAN EUROPÉEN TOUJOURS PLUS RESSERRÉ

Comme le relève le rapport récent de l'institut de recherche INE, avec la destruction de presque tout l'appareil de dépenses sociales (notamment des différentes allocations), les retraites sont le seul élément qui continue à jouer un rôle d'absorption relative de la violence capitaliste. Cela correspond d'ailleurs à l'expérience de nombreuses familles ouvrières qui n'ont aucun revenu, sauf la petite retraite des grands-parents. Casser ce dernier élément social renforcerait encore plus l'efficacité des différents programmes européens d'«activation» des chômeurs, dont la principale raison d'être est de casser toutes les règles minimales d'un travail décent.

De même, la discussion sur une refonte des lois sur le travail (comme l'introduction éventuelle du lock-out) ne vise pas tellement une nouvelle vague de licenciements, puisque ceux-ci ont déjà montré leur efficacité redoutable : le niveau du chômage (officiellement à 22,6 %) a été stabilisé autour de 30 % (29,6 % au dernier trimestre 2016 selon l'INE). On y compte les cercles grandissants des découragés (2,18 %)

Une nouvelle baisse des retraites, déjà réduites en moyenne de 40 %, 14^e baisse depuis 2010 (!), ainsi qu'une libéralisation plus poussée des licenciements, ou même l'imposition des bas salaires, sont notamment au menu des « discussions » actuelles de la troïka.

et celles et ceux qui sont forcés à des horaires et salaires réduits (5,4 %), mais sans y inclure les 9,7 % de travail partiel (souvent forcé) ou les 10 % de la force de travail (surtout les jeunes diplômés) qui a déjà émigré, ni bien sûr la baisse terrible de la population active de 7,8 points depuis 2008 (à 53 % en 2016) !

Une UE illégitime

Il s'agit plutôt de renforcer le caractère marchand et individuel de la force de travail en supprimant ce qui reste des règles collectives et en codifiant le rapport de forces gagné par le capital. Dans le même sens vont d'ailleurs les « toolkits » (boîtes à outils) de l'OCDE, notamment sur le système éducatif (introduction des systèmes de concurrence et d'évaluation généralisée au sein du processus éducatif), ainsi que, dans un autre registre, la gestion des dettes privées individuelles (qui ont explosé grâce à la troïka),

notamment avec l'extension des saisies de maisons, dont la logique est de transformer la petite propriété en vrai capital.

À la pointe de ces transformations européennes, la société grecque les subit en outre sous un mode théâtral : les marchandages interminables entre gouvernement(s), think tanks spécialisés (FMI, OCDE...) et instances européennes. Apparaît alors largement l'Union européenne comme machine de guerre collective sans légitimité. L'expérience de la défaite (ou de la trahison, ce qui revient au même) de Syriza et l'intensification de l'attaque, y compris la transformation du pays en garde-frontière européen contre des flux de réfugiés, radicalisent les réponses faites à tout ça, de façon encore moléculaire mais cumulative. Cela dans deux sens : anticapitalistes mais aussi nationalistes...

D'Athènes, Tassos Anastasiadis

ALLEMAGNE ÉLECTIONS, DÉBATS... ET AFD À L'OFFENSIVE

Les élections allemandes de l'automne prochain sont déjà aujourd'hui l'enjeu d'un avenir proche qui structure le débat politique public.

Avant, surtout en Rhénanie du Nord-Westphalie en mai, il y a d'importantes élections régionales. Les thèmes de l'Europe et de l'UE ne jouent pas un rôle central pour le moment, ce qui pourrait changer au cas où les conflits entre la troïka et le gouvernement grec reprendraient de manière spectaculaire.

Au centre des propos des politiciens se trouve la question des réfugiés, avec actuellement le conflit avec le gouvernement turc et les questions sociales. Le candidat à la chancellerie du SPD, Martin Schulz, propose en effet quelques corrections des lois Hartz (Agenda 2010 de Gerhard Schröder) pour les rendre un peu plus sociales, et les porte-parole des organisations patronales s'y opposent violemment, clamant que cela coûterait énormément d'emplois.

L'AFD (Alternative für Deutschland) ne demande pas que l'Allemagne quitte l'UE, mais l'Eurozone. Elle veut un État national allemand fort qui ne paie pas pour les autres, et proclame défendre l'identité et la souveraineté nationales contre les élites européennes et leur bureaucratie à Bruxelles et Strasbourg.

Xénophobie

Sous l'ancienne direction de Bernd Lucke et de Hans-Olaf Henkel, l'opposition à l'euro et aux « milliards pour les Grecs » était au centre de l'agitation de l'AFD. Mais depuis l'installation de la nouvelle direction sous



L'AFD, un petit air de Marine Le Pen... DR

Frauke Petry, d'autres thèmes prévalent, en particulier la démagogie raciste et islamophobe contre les réfugiés.

Si dans les débuts, l'AFD pouvait être caractérisée comme « populiste de droite » et « néolibérale de droite », maintenant les forces fascistes proches du néonazisme sont devenues très influentes dans le parti. Frauke Petry est sous pression de la droite du parti. Ainsi, elle voulait faire blâmer ou exclure Björn Höcke pour ses propos ouvertement antisémites, mais les amis de ce dernier auront probablement une majorité au tribunal interne du parti...

L'agressivité des propos du personnel de l'AFD contre toute tolérance et solidarité envers les réfugiés est effarante. Ainsi, le vice-président du parti Alexander Gauland déclare : « Il faut fermer les frontières et supporter les images cruelles. Nous ne pouvons pas subir le chantage

de regards d'enfants... » Ou Beatrix von Storch, également vice-présidente du parti : « Qui n'accepte pas notre stop ! à la frontière, devient un agresseur. Et contre des agresseurs, nous devons nous défendre... ».

Il faut ajouter que le caractère procapitaliste et néolibéral du parti ne souffre pas de son adaptation aux forces d'extrême droite. Petry dit que la loi sur le salaire minimum tue les emplois (« Jobkiller »).

Un autre dirigeant de l'AFD, Konrad Adam, a dit : « Pour 38 millions d'actifs professionnellement, il y a environ 20 millions de pensionnés, 6 ou 7 millions de chômeurs et 2 millions d'étudiants : des gens qui prennent pour un droit donné par Dieu de vivre de ce que d'autres produisent pour eux... »

De Cologne, Manuel Kellner

Membre de l'Organisation socialiste internationale (IV^e Internationale) et rédacteur de Sozialistische Zeitung (SoZ)

ITALIE UNE MÉFIANCE POPULAIRE CROISSANTE

Pendant très longtemps, l'opinion publique italienne a été favorable à l'Union européenne. C'est à une vaste majorité que le Parlement italien a voté l'adoption de l'euro. À l'époque, Rifondazione comunista avait également soutenu ce choix.

De par l'administration de doses de plus en plus importantes d'austérité, justifiées par le fait qu'il fallait répondre aux exigences de la Commission européenne et rester dans le cadre de l'euro (la formule d'usage était « l'Europe nous le demande »), l'adhésion populaire s'est progressivement effritée dans certains secteurs du monde du travail et au sein des couches les plus pauvres de la société. Dans des secteurs significatifs de la population de même que chez les jeunes, l'idée que le processus d'unification du continent est juste et nécessaire continue à être forte. De nombreux mouvements et associations aspirent à un changement démocratique et social de l'UE, tout en en critiquant les politiques libérales actuelles.

Les trois grandes centrales syndicales italiennes ont soutenu l'ensemble des choix européens. Elles ont validé les politiques d'austérité, et n'ont jamais exigé que des correctifs sociaux sans lancer d'appels à la lutte pour les mettre en œuvre.

Les secteurs fondamentaux de la bourgeoisie italienne soutiennent le processus d'unification capitaliste actuel et en sont partie prenante. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si l'actuel président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, est un italien.

Les gouvernements dits techniques, tout comme les gouvernements de centre-gauche qui se sont succédé au pouvoir, ont eu la même position et ont été les responsables directs

de la mise en application des choix libéraux de l'UE.

Dernièrement, un personnage comme Renzi, l'ancien Premier ministre [de centre-gauche entre février 2014 et décembre 2015 NDT], de même que de nombreux ministres de l'actuel gouvernement Gentiloni se sont essayés à de vagues critiques vis-à-vis des politiques austéritaires, soutenant la nécessité de passer à une phase expansive de l'économie. Néanmoins, ces ministres continuent à opérer dans le cadre étroit du Pacte budgétaire européen. En effet, le Parti démocrate et ses alliés sont les principaux soutiens du projet capitaliste de l'UE.

Contre les réacs à l'offensive, répondre par l'internationalisme

Le parti de Berlusconi, Forza Italia, a été partie prenante de ce processus, même si parfois pour des raisons tactiques, ce dernier a essayé de critiquer certaines orientations. Berlusconi a vaguement évoqué la possibilité d'introduire un système de deux devises pour acquérir à nouveau une souveraineté monétaire, mais il s'agit d'une posture tactique visant à reconstituer l'unité des différentes composantes de la droite italienne. Car les courants d'extrême droite sont favorables à une sortie de l'euro et à une reconquête de la souveraineté nationale. C'est le cas de Fratelli d'Italia-Alleanza nazionale, aux racines fascistes prononcées, ou encore du Pôle souverainiste qui est en train de voir le jour. Néanmoins, le courant le plus actif et le plus dangereux

sur ce terrain, qui maintient des rapports étroits avec le FN français, n'est autre que la Ligue du Nord. Ce parti a, aujourd'hui, une projection nationale, se bat pour la sortie de l'euro et mène une campagne très agressive et réactionnaire de haine à l'égard des migrants au sein de vastes couches de la population. La Ligue du Nord réclame également le « droit » des citoyens à se faire justice eux-mêmes, y compris par les armes... À gauche et au sein du monde associatif lié aux sociaux-démocrates, ce sont des positions euroréformistes qui prévalent, accompagnées du slogan « Notre Europe doit être unie, démocratique et solidaire ». Rifondazione a affirmé la nécessité de désobéir aux traités européens mais soutient, en dernière instance, les choix opérés par le gouvernement Tsipras.

Le comité « Eurostop », un cartel composé de différentes forces, défend à l'inverse une position souverainiste de gauche et soutient la perspective de l'Italexit, à savoir la sortie de l'Italie de l'euro.

Sinistra Anticapitalista, tout comme d'autres forces politiques et sociales, défend une position de classe et internationaliste : il nous faut développer le combat contre le patronat italien, en cherchant à construire l'unité au-delà des frontières à travers la mobilisation de l'ensemble des exploités, au côté des migrants, pour construire un projet anticapitaliste alternatif à échelle italienne et européenne.

De Rome, Franco Turigliatto
(Traduction CT)

L'UE DANS LA PRÉSIDENTIELLE LA LOGIQUE DES ÉGOÏSMES NATIONAUX

Les réponses que les partis institutionnels proposent dans la campagne présidentielle entérinent l'explosion en cours, l'Europe à géométrie variable, et ne font qu'accentuer, d'une façon ou d'une autre, la crise qu'elles prétendent surmonter.

Toutes sont incapables de dépasser la contradiction de fond qui sape la construction par en haut de l'Europe capitaliste : l'impossible fédération d'États jaloux de leurs prérogatives.

Du « patriotisme ouvert »...

Macron vient de faire le voyage à Berlin pour rencontrer Merkel et se donner la stature d'un possible chef d'État européen. Il veut « restaurer une forte confiance entre la France et l'Allemagne », en un mot affirmer l'Europe franco-allemande avec comme viatique l'offensive libérale contre les travailleurs et les peuples. Il se prétend d'un « patriotisme ouvert » face au « nationalisme étriqué » de Marine Le Pen. « La vraie souveraineté passe par une action européenne. » En clair la défense des intérêts nationaux passe par l'Europe... Patriote et européen, il entend poursuivre l'alliance avec l'Allemagne et propose une harmonisation de la politique budgétaire des États, avec un budget et un ministre des Finances de la zone euro sous le contrôle d'un Parlement de la zone euro...

Du « blabla », dit Hamon... tout en répétant quasiment la même chose, prétendant refuser l'austérité avec

« un nouveau traité budgétaire européen qui permette une régulation politique et démocratique de la zone euro » à travers une nouvelle assemblée parlementaire. Européen à n'en point douter, il court cependant après Montebourg en se faisant aussi le champion du « Made in France »... Quant à Fillon, sans grande imagination, il défend l'« Europe des Nations » dans la lignée gaulliste, qui préserverait la souveraineté des États membres.

... au souverainisme affirmé

Marine Le Pen, avec Dupont-Aignan marchant dans ses pas, promet de négocier une modification des traités et d'organiser un référendum sur la sortie de l'euro. Elle propose la mise en place de deux monnaies : « Pour les Français, il y aura une monnaie, c'est leur monnaie nationale, c'est celle qu'ils auront dans leur portefeuille, il n'y aura pas deux monnaies. [...] En revanche, il est possible d'envisager pour les entreprises ce qui a existé par le passé : l'Écu, une monnaie commune. » Le tout combiné à un « protectionnisme intelligent »... « L'Europe, on la change ou on la quitte », proclame Mélenchon en mettant en scène un scénario proche de celui de Marine Le Pen

pour imposer « un rapport de forces notamment avec le gouvernement allemand » en posant dans son programme un plan A et un plan B en vue d'une renégociation des traités. Sauf que lui conditionne le maintien de la France dans l'UE à la fin de l'indépendance de la Banque centrale européenne, la mise en place d'« un protectionnisme solidaire » ainsi qu'une harmonisation fiscale sur le continent. Plan A ou B, un référendum tranchera.

Deux impasses

Du candidat des banquiers à Mélenchon, leurs solutions à la crise de leur Europe devient un nouveau problème au sens où aucun n'est capable de dénouer la contradiction fondamentale entre l'Europe capitaliste et les intérêts des États des différentes bourgeoisies. Cette contradiction ne peut connaître un dépassement progressiste que si les travailleurs, la seule classe qui n'a pas d'intérêts nationaux à défendre, s'en empare, pour mettre en œuvre une politique qui remette en cause la propriété privée capitaliste et son corollaire, l'État des classes dominantes, pour avancer vers la construction d'États unis socialistes d'Europe...

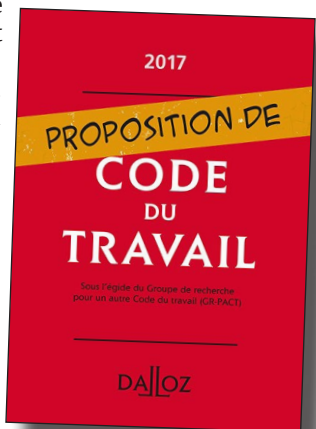
Yvan Lemaître

LOI Un autre code du travail est possible

Le 15 mars dernier, la vingtaine d'universitaires à l'origine de la rédaction d'un nouveau code du travail, en réaction à la loi travail, présentait le résultat de leurs travaux, publié chez Dalloz.

Le Groupe de recherche pour un autre code du travail (GR-PACT) a fait le pari, face au procès en illisibilité et illégitimité de ce dernier, de proposer un ouvrage quatre fois plus court que l'actuel, plus protecteur et modernisé.

L'essentiel est que le principe de la hiérarchie des normes, malmené depuis trente ans sous les coups de butoir du patronat, est réaffirmé. Toute fin de contrat, y compris en CDD, devrait être motivée et la sanction du licenciement est alourdie, sa nullité avec réintégration – au choix du salarié dont l'éviction a été reconnue dénuée de cause réelle et sérieuse – devenant la règle. Un code novateur qui étend le champ du salariat à ceux autonomes pour les travailleurs uberisés et externalisés pour ceux indépendants mais placés sous la dépendance économique de leur employeur, sans aller cependant à garantir une couverture chômage pour tous. La liberté de culte est reconnue pour le salarié, à rebours de la récente décision de la CJUE sur le port de signes religieux en entreprise, les jours fériés d'origine catholique étant transformé en sixième semaine de congés payés au libre choix de ce dernier.



Une proposition bienvenue mais perfectible

Le comité du personnel qui remplacerait le CE, pourrait demander des comptes à l'actionnaire réel de l'entreprise, et un ordre juridictionnel social serait instauré pour regrouper un contentieux actuellement éclaté. Pas d'accord en revanche sur le passage aux 32 heures (ou alors en contrepartie de davantage de flexibilité) mais le maintien des 35 heures effectives comme durée légale du travail ou un droit de veto, limité dans leur projet au seul CSCT qui remplacerait l'actuel CHSCT. Bien sûr, un code de travail, résultat de la sédimentation du rapport de forces entre exploités et producteurs, plus et réellement protecteur de surcroît, ne saurait surgir ex-nihilo mais le travail ainsi réalisé a le mérite de démontrer que des alternatives à sa « simplification » (comprendre sa destruction...) défendue par les libéraux de tout poil, sont possibles. Le GR-PACT veut s'inviter dans le débat présidentiel et convient syndicalistes CGC, CGT et Solidaires, avocats travaillistes et juristes, associés ou non à la rédaction du dit code, le vendredi 31 mars à l'université de Nanterre pour en parler. LD

En plein état d'urgence et au lendemain de l'annonce officielle des candidatures à l'élection présidentielle, 15 000 manifestantEs se sont rassemblés à Paris.

Avec des familles de victimes défilant en tête, des collectifs de sans-papiers, des travailleurs des foyers, des collectifs de quartier, des associations de l'immigration, un cortège se revendiquant de l'antiracisme politique animé par le PIR et la Brigade Anti-Nérophobie, un cortège du FUIQP (Front uni des immigrations et des quartiers populaires), un vrai cortège syndical assuré essentiellement par Solidaires, mais aussi quelques forces de la CGT et de la FSU, des partis politiques (Alternative libertaire, Ensemble, LO, quelques drapeaux du PCF et bien entendu un cortège du NPA), des cortèges de la Zad, l'UJFP, BDS et enfin un cortège « de tête » en queue.

Tout cela, le nombre et la nature des cortèges, est significatif, et il y a bien un sens dans cet ordre, dans la mesure où les premierEs concernéEs défilent en tête tout en s'alliant avec la Zad, les syndicats, les partis, le cortège de tête où ils/elles continuent d'être sous-représentés.

Et cela faisait écho aux manifestations qui avaient eu lieu la veille, contre le racisme, contre le fascisme, en solidarité aux migrantEs dans les rues de nombreuses villes de Grèce, dans les rues de Tunis, de Londres, de Vienne ou de Dublin. En écho à la manifestation de Séoul ce même jour, solidaire de la Marche de Paris.

Tels que nous sommes...

Il n'y aura pas d'avenir sans que ce qui s'est donné à voir ce 19 mars prenne de l'ampleur, déborde et déferle. Unissant, en actions, en luttes, notre classe telle qu'elle est, contre ce autour de quoi tous les pouvoirs dominants essaient d'en souder une fraction : la nation, la république, l'État, sa police et son armée...

Le jour d'avant l'avait montré. Ce que l'on nous présente comme l'alternative aux politiques actuelles était en nombre bien plus important dans les mêmes lieux. Mais avec le nationalisme en bandoulière, drapeaux bleu-blanc-rouge agités partout, venus écouter le discours du chef et reprendre la Marseillaise.

19 MARS Le jour d'après

Les grincheux, surtout celles et ceux qui ne sont pas venus, grincheront. Mais commençons par ça : ça a été la plus grande manifestation contre le racisme et les violences policières depuis des années.



Ne pas s'arrêter, la marche continue... PHOTOTHÈQUE ROUGE / IMB

Remontant dans les cars au coup de sifflet final dans l'attente d'aller voter...

Le jour d'après l'a aussi montré, avec le débat entre les candidatEs parmi lesquels se trouvera le ou la prochaine présidente. Un débat policé, dans tous les sens du terme. Un débat où l'islamophobie la plus crasse de Le Pen se mêlait au rappel que, bien sûr, on a voté pour l'exclusion des jeunes filles voilées de l'école. Où faisaient consensus le refus d'ouverture des frontières, le besoin de plus de flics et la défense de l'armée...

L'antiracisme est politique

Alors cela doit être une leçon. Pour que le 19 mars déferle et déborde, il faudra bien plus que ce qui a été fait. Bien plus que la perspective d'une journée de protestation pour la justice. Sans perspectives concrètes tracées pour continuer. Une banderole proclamait la nécessité d'un antiracisme politique. Oui l'antiracisme est politique. Ce qui signifie d'abord qu'on ne peut déconnecter la question des violences policières de la question du racisme. Qu'on ne peut dénoncer la logique systémique des violences policières

sans la relier au harcèlement contre les migrantEs, les attaques contre les foyers, le harcèlement des pauvres rejetés de plus en plus dans une logique de survie, la stigmatisation des jeunes, des musulmanEs ou des Rroms. Sans volonté de briser la logique coloniale de gestion des quartiers.

L'énergie pour continuer, pour lutter

L'antiracisme politique est un antiracisme qui se bat pour des revendications concrètes. Pour l'abrogation des lois islamophobes. Et qui fait

alors place aux premierEs concernéEs pour mener la lutte. Se battant au côté des migrantEs pour l'ouverture des frontières. Pas seulement contre les contrôles au faciès mais contre ce qui les légitime, pour la liberté d'installation. Pas seulement contre les violences policières mais pour le désarmement de la police. Ne célébrant pas les quartiers populaires mais soutenant les jeunes qui se révoltent, reprenant le contrôle des immeubles vides, etc.

Sur ces bases, un certain nombre d'organisations, comme les confédérations syndicales, le MRAP, le PG ou la LDH, n'auraient sans doute pas appelé à la Marche. La belle affaire : elles ne sont pas venues... Cela aurait signifié plus d'énergie mise dans la mobilisation des réseaux existants, celui des associations de lutte dans les quartiers, celui du mouvement de solidarité avec les migrantEs, celui de la lutte dans les foyers et dans leur renforcement, leurs convergences.

Et la détermination exprimée ainsi aurait pu convaincre plus d'habitantEs des quartiers, plus de jeunes, plus de travailleurs et de travailleuses, syndiqués ou non, et notamment parmi les raciséEs. Pour se battre.

C'est à cela qu'il faut s'atteler, et la large diffusion de l'idée de la Marche doit être un point d'appui dans ce sens.

Denis Godard



«RADICALISATION» Des mesures inacceptables et dangereuses à la mairie de Paris

La Ville de Paris a décidé de mettre en place un dispositif de surveillance entre collègues au nom de la lutte contre la « radicalisation ».

Une cellule d'« accompagnement » composée d'agents de plusieurs services et pilotée par le secrétariat général de la mairie est mise en place pour recueillir des informations via un mail dédié ; qualifier les informations recueillies (disciplinaire, laïcité, suspicion de radicalisation) ; écouter, conseiller, accompagner les agents qui le souhaitent ; alerter la hiérarchie des services concernées ; transmettre les signalements aux autorités compétentes si besoin. Des formations ont été dispensées à plusieurs centaines



À la Ville de Paris, la chasse est ouverte ? DR

d'agents, volontaires ou pas. Certains des participants ont été choqués et les ont jugées « déplacées »...

Stigmatisation

Les syndicats de la Ville sont restés, pour l'instant, dans un silence prudent, à l'exception du syndicat FSU qui, dans un communiqué diffusé aux personnels, estime qu'« il

n'appartient en aucun cas aux employeurs de se substituer aux services de police ou au rôle de prévention des services sociaux à destination des usagers et encore moins d'organiser une surveillance généralisée de leurs salariés. Cette surveillance accompagnée de délation stigmatise immanquablement nos collègues "musulmans", quelles que soient leurs convictions politiques ou religieuses et développera le racisme et les conflits entre collègues. » Le syndicat demande donc à la Ville de Paris de renoncer « à ce processus dangereux pour les agents et les libertés démocratiques et sociales »...

Il est en effet probable que l'on voit se multiplier rapports, enquêtes internes, conseils de discipline et règlements de compte sous prétexte de laïcité. En effet, dans de nombreux collectifs de travail, l'ambiance se dégrade faute de moyens, de formation, d'effectifs... Dans un tel contexte, des collègues pas « conformes » pour une raison ou une autre peuvent servir d'autant plus facilement de boucs émissaires. Ce genre de surveillance est inacceptable. On imagine aisément ce que cela pourrait donner avec un maire Front national et l'indignation légitime que cela susciterait ! Mais venant d'une mairie dirigée par le PS, c'est tout autant insupportable... Correspondant

RENAULT

La course aux profits, c'est la pollution des pollutions !

Et voilà que le résultat de l'enquête sur la pollution des véhicules Renault, lancée par la répression des fraudes, filtre dans la presse : comme avant lui le groupe Volkswagen, le groupe Renault est accusé d'utiliser des stratégies de contrôle moteur qui limitent la pollution dans les conditions d'homologation en laboratoire sans se préoccuper des émissions en conditions réelles de fonctionnement.

C'est ainsi que plusieurs véhicules Diesel de Renault émettent dans la rue jusqu'à vingt fois plus de NOx (oxydes d'azote directement toxiques et accroissant la création de particules fines dans l'air saturé des villes) qu'en laboratoire lors de l'homologation.

Beaucoup avaient crié au scandale il y a un an, quand la CGT du centre technique de Lardy avait rendue publique la visite des enquêteurs et dénoncé les politiques de réduction drastique des coûts et des effectifs qui avaient conduit à une telle situation. Comment, des militants ouvriers

PORT DU VOILE DANS LES ENTREPRISES Une discrimination validée par la cour européenne

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu cette semaine deux arrêts concernant le port du voile dans des entreprises privées...

Les entreprises peuvent interdire le port de signes visibles politiques, philosophiques ou religieux à condition que le règlement intérieur le stipule. De plus, la Cour précise que cela doit être « objectivement justifié par un objectif légitime tel que la poursuite par l'employeur, dans ses relations avec ses clients, d'une politique de neutralité ».

Pour ce qui concerne la France, cela ne change dans les faits pas grand-chose puisque la loi El Khomri avait déjà modifié le code du travail pour autoriser les entreprises à « insérer dans le règlement intérieur une clause relative au principe de neutralité et imposer aux salariés une restriction de la manifestation de leurs convictions, notamment politiques et religieuses, à condition qu'elle soit justifiée par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les



Cohabitation ou discrimination? DR

nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise [...] ».

Cet arrêt vient donc s'ajouter à une longue liste de mesures discriminatoires prises ces 15 dernières années : interdiction du voile à l'école en 2004, interdiction de la burqa dans l'espace public en 2010, circulaire sur l'interdiction d'accompagner des sorties scolaires par les mères voilées en 2012, loi El Khomri en 2016... En parallèle, les clauses « Molière » prises au niveau régional et obligeant les travailleurs à parler français sur les chantiers sont un autre exemple de discrimination raciste plus large.

De 2008 à 2014, les multiples rebondissements judiciaires de

l'affaire de la crèche Baby Loup suite au licenciement d'une salariée voilée, avaient soulevé de nombreux débats (Qui doit être neutre? Dans quelles entreprises publiques ou privées? etc.) et avaient, comme la loi de 2004, profondément divisé la gauche radicale et le mouvement féministe.

Racisme et sexisme institutionnels

Dans le contexte actuel, il est impossible de nier le caractère islamophobe de ces arrêts. La montée de l'extrême droite dans de nombreux pays d'Europe, les discours racistes de la droite plus ou moins extrême, voire de la gauche de pouvoir, surfent sans complexe

sur le racisme anti-musulmans, donc en particulier anti-femmes voilées, et le nourrissent.

Dans d'autres pays européens, le voile est traité de manière très différente et « laïcité » s'entend plutôt en termes de cohabitation que de discrimination, comme c'était d'ailleurs le cas à l'origine en France. Ce qui doit s'appliquer, c'est la neutralité de l'État et de ses agents vis-à-vis de la religion. Cela n'implique certainement pas l'interdiction de signes religieux, philosophiques ou politiques aux élèves ou aux salariés. Derrière le terme « laïcité » se cache aujourd'hui un racisme et un sexisme des institutions qui vise directement les femmes musulmanes. Évidemment, nous sommes toutes concernées par ces attaques parce qu'antiracistes et féministes. Mais chaque militantE doit aussi se sentir directement concerné en tant que militantE puisque les signes politiques sont également dans le viseur de ces différentes mesures au nom « du bon fonctionnement de l'entreprise ». Avec ces attaques ciblées contre une partie de la population, ce sont des droits fondamentaux qui sont remis en cause et cela nécessite une riposte globale du mouvement social.

Elsa Collonges

LYCÉE SUGER À SAINT-DENIS La montagne « médiatique » accouche d'une souris!

C'est un grand traumatisme pour les dizaines d'adolescents mineurs qui ont fait l'expérience d'une garde à vue prolongée et musclée! Pour de nombreuses familles, c'est le choc de voir institution scolaire et forces de l'ordre traiter leurs enfants et eux-mêmes comme des individus dangereux!

« Lycée incendié », « tir de mortier », « terreur dans la ville » ont titré les journaux. La guerre civile quoi! Cela a permis à François Fillon et Marine Le Pen d'alimenter leur fonds de commerce sécuritaire. Et la ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, a cru bon de faire une intervention pour demander des sanctions à l'encontre des « casseurs ».

Que s'est-il passé les 7 et 8 mars? Le contexte est celui de l'émotion légitime dans les lycées de Paris et de la région parisienne suite aux violences policières subies par Théo.

Au lycée Suger, où l'ambiance n'était déjà pas terrible depuis plusieurs mois, cela a pris la forme de jets de pierres brisant des vitres, de poubelles brûlées, de tir d'un gros pétard. La proviseur a appelé la police, et a ensuite mis dehors les 900 élèves présents – sans prendre le temps de prévenir les parents – alors que la police quadrillait les abords du lycée, faisant usage de gaz lacrymogènes. Résultat : les adolescents ont été « ratonnés », 55 ont été mis en garde à vue dans des conditions inacceptables. Certains sont allés exercer leur colère en centre ville ou vers les autres lycées. Six ont été déferés à Bobigny¹.

Plainte collective contre les forces de l'ordre

Passés les premiers moments d'effroi, les familles s'organisent ainsi qu'un comité de soutien à l'initiative de la FCPE. Si cette dernière condamne « des actes irresponsables d'individus » tout en « comprenant la colère qui anime les jeunes choqués par les violences policières à l'égard de Théo », elle condamne « les agissements des forces de police qui ne se sont pas comportées de façon exemplaire à l'égard d'adolescents et ont fait un usage disproportionné de la force : mineurs menottés sur l'espace public, usage de gaz lacrymogène, de Flash-ball et de Taser, effacement de vidéo

sur les portables, destruction de portables, violences physiques, insultes à l'égard des jeunes filles traitées de "sales putes", menaces, humiliations à caractère raciste et social, etc. et arrestations "musclées" à domicile pour certains. Les conditions des gardes à vue ont été aussi scandaleuses : entassement des élèves dans les cellules, certains avec des majeurs, impossibilité de communiquer avec leurs parents, vexations, humiliations, non-respect des procédures à l'égard de mineurs... »

Les familles ont prévu de déposer symboliquement une plainte collective contre les forces de l'ordre et demandent l'ouverture d'une enquête. La saisine du Défenseur des enfants a aussi été évoquée. Dans l'immédiat, elles ont participé avec leur banderoles à la manifestation de samedi 19 mars, et avec la FCPE à un rassemblement autour de la revendication : « Nos enfants ont besoin d'enseignants et d'éducateurs, pas de policiers violents! »

Correspondante

1 – Témoignages : <https://www.youtube.com/watch?v=BY4Qn8TBcTs>

LANNION(22) L'extraction des sables, « Nann trugarez » (« Non merci »)!



Sauvons notre sable. DR

Entretien. Nous avons rencontré Patrice Desclaud de l'association « Eau et rivières », opposant et expert militant.

Peux-tu nous dire quel est le problème ?

Il s'agit de l'extraction de sable coquillier d'une dune sous-marine dans la baie de Lannion par la CAN (Compagnie armoricaine de navigation), filiale du groupe Roullier, groupe multinational basé à Saint-Malo, avec des filiales dans l'agroalimentaire, doté d'un solide carnet d'adresse et d'utiles amitiés politiques, comme Le Drian...

Avec nos associations environnementales, les élus et les pêcheurs, nous combattons ce projet soutenu par des agriculteurs qui disent en avoir besoin. Selon nous, l'étude environnementale a été bâclée. Aucune recherche sérieuse sur le lançon, dont plusieurs variétés abondent sur le site, nous l'avons prouvé. Et puis des doutes subsistent sur la destination du sable extrait : on nous annonce un usage local pour l'agriculture qui est avéré, mais que des pratiques agricoles différentes pourraient diminuer nettement, et quand nous avons « pisté » le sable extrait par la CAN (via le suivi en ligne des navires), nous en avons trouvé la trace à Rotterdam, en partance pour l'Allemagne... Il est clair que la logique industrielle de court terme, qui vise pour le groupe Roullier à retirer le maximum de profit de cette extraction, prend le pas sur une logique environnementale de long terme que nous peinons à imposer.

Qui a pris la responsabilité politique de permettre l'extraction ?

La demande de la CAN date de la fin 2009. Depuis, il y a eu plusieurs ministres de l'Environnement et de l'Industrie, mais c'est Emmanuel Macron qui a donné son accord en 2015. Certes, la quantité accordée est moins importante que celle demandée (250 000 tonnes par an sur 15 ans au lieu de 400 000 tonnes par an sur 20 ans). Certes une période d'interruption annuelle a été décidée pour la période estivale (alors que les études environnementales montrent qu'il faudrait suspendre en hiver pour préserver la faune!). Mais le décret est paru en septembre de la même année, suivi de 3 arrêtés préfectoraux que nous avons contestés. Et malgré les déclarations de Ségolène Royal, malgré les recours, l'exploitation a débuté en septembre dernier.

Quelles perspectives pour votre mobilisation ?

Les opposants sont organisés dans plusieurs associations, notamment « Le Peuple des dunes » et « Eau et rivières » dont je fais partie. Plusieurs manifestations ont regroupé des milliers d'opposants. Tous les élus ont pris position contre le projet, parmi lesquels Corinne Erhel, députée socialiste de Lannion... maintenant engagée auprès de Macron! Des parts de dune ont été vendues symboliquement, clin d'œil aux GFA du Larzac et de Plogoff. La prochaine manifestation prévue est un Fest-noz le 15 avril à Plestin-les-Grèves. Dans le même temps, les recours juridiques se poursuivent, et nous cherchons à faire annuler le décret autorisant l'extraction. Cette question se pose à tous les candidats à la présidentielle, et Philippe Poutou a déjà confirmé son opposition à ce décret.

Propos recueillis par Vincent Gibelin

Bi-DONNAGE CHEZ RENAULT



irresponsables mettaient en cause leur propre entreprise? « L'expression syndicale, ça se maîtrise », tonnait le secrétaire général de la CFDT. Du côté du gouvernement, la ministre de l'Environnement Ségolène Royal et le ministre de l'Économie Emmanuel

Macron affirmaient leur pleine confiance dans la direction de Renault. Les irresponsables, ce ne pouvait être que ces travailleurs qui, en ne respectant pas l'omerta, avaient donné le hoquet au cours en bourse des actions de leur propre entreprise!

Et maintenant qu'il apparaît que la DGC-CRF dispose de nombreux éléments alléguant les soupçons de fraudes, ce n'est toujours pas la loi du profit et la course à la rentabilité au mépris de la santé publique et des conditions de travail des salariés qui sont mises en cause. Pas un seul organe de presse ou un politicien pour faire le parallèle entre cette affaire et le milliard d'euros de dividendes que les actionnaires de Renault se partagent grâce aux pressions que Ghosn et ses acolytes exercent tous les jours sur les ouvriers, les techniciens et les ingénieurs, afin qu'ils conçoivent et produisent toujours plus vite et avec moins de moyens.

Avec ces gens-là, Carlos Ghosn peut dormir sur ses deux oreilles, si Renault doit payer la note, la facture sera présentée au personnel, par le blocage des salaires, les heures supplémentaires, voire de nouvelles vagues de suppression d'emplois.

« Patriotisme économique »...

Sans distinction de nationalité, toute l'industrie capitaliste de l'automobile est concernée. Les accusations visant Renault sont un démenti cinglant aux déclarations cocardières de Jean-Luc Mélenchon qui affirmait en septembre 2015 après le scandale Volkswagen : « La triche et la pollution, voilà sur quoi repose le prétendu succès de l'automobile "made in Germany"! L'arrogance et l'impunité du "made in Germany" doivent cesser »... Le gouvernement français, encore actionnaire de Renault à hauteur de 20% de son capital, reste silencieux devant les errements du constructeur dénoncés par sa propre administration. Les exigences du patriotisme économique l'emportent sur les belles paroles de la COP21. Silence également du côté de la plupart des autres candidats, même lorsqu'ils se piquent d'écologie. En réalité, de Le

Pen à Macron en passant par Fillon, ils font leur campagne électorale au nom du « patriotisme économique », clamant qu'il faut être solidaires des patrons français, défendre et promouvoir l'industrie nationale. Autant de cocoricos tellement profitables à Ghosn, Dassault, à la famille Peugeot, à Bouygues et aux autres...

Et les journalistes de s'esclaffer quand Philippe Poutou parle d'interdiction des licenciements ou de s'indigner quand Nathalie Arthaud parle de contrôle ouvrier sur les entreprises : « c'est la "dictature" du prolétariat que vous proposez, quelle horreur! » Mais la dictature du patronat, la dictature du fric, ils trouvent ça tellement beau. Bien qu'on en crève sur les chaînes de montage, dans les centres techniques ou en respirant l'air de nos villes...

Correspondant

PHILIPPINES Un état de guerre rampant

Un état de guerre s'instaure progressivement aux Philippines et menace les libertés démocratiques fondamentales.

La guerre qui dit son nom depuis l'élection à la présidence de Rodrigo Duterte, c'est bien évidemment la « guerre à la drogue ». Elle a déjà fait plus de 8 000 morts – un chiffre considérable ! – et se poursuit sans désespérer. Pour Duterte en effet, « le combat contre la corruption, la criminalité et les drogues reprendra, et il continuera et il sera brutal ». Les exécutions extrajudiciaires font toujours partie de l'actualité quotidienne.

Deux lois scélérates sont en cour d'adoption. La peine de mort doit être rétablie. La responsabilité pénale doit être abaissée de quinze à neuf ans. En clair, un enfant de 9 ans pourra être envoyé en prison, voire être condamné à la peine capitale (actuellement, ils peuvent être arrêtés ou détenus, mais pas condamnés).

Rodrigo Duterte menace de façon récurrente d'imposer la loi martiale. Dernièrement, ce sont les activités d'Abu Sayyaf qui lui en ont donné l'occasion. Ce groupe islamiste spécialisé dans les enlèvements opère dans l'extrême sud de l'archipel, dont l'île de Jolo. Duterte a mis en demeure les maires musulmans de la région concernée de « l'aider », sinon il enverra l'armée et les fera arrêter, sous loi martiale.

Les négociations de paix sont au point mort. Les pourparlers engagés avec le Parti communiste des Philippines (maoïste) sont interrompus. Le PCP a été le premier à rompre officiellement le cessez-le-feu, rapidement suivi par la présidence.



Duterte prend les armes... DR

L'heure des règlements de compte

Il est à craindre que l'ensemble des processus de paix ne soient affectés par cette situation. Ainsi, dans l'île méridionale de Mindanao, notre camarade Ruben a été abattu lors d'une opération conjointe menée par la police et l'armée. Il était un cadre de l'Armée révolutionnaire du peuple (RPA) et du Parti révolutionnaire des travailleurs (RPM-M), la section de la Quatrième Internationale aux Philippines. Sans arme, il rendait visite à des proches. Il aurait pu facilement être arrêté. Il a été exécuté... Or, voilà des années que son organisation, issue d'une scission du PCP qui remonte à 1994, a engagé des pourparlers de paix avec les autorités philippines. Depuis la scission, elle ne mène plus d'opérations offensives, se contentant de se protéger et de protéger les populations locales.

Dans le climat présent, l'armée gouvernementale semble penser que l'heure des règlements de comptes est arrivée. De même, la majorité présidentielle interdit le fonctionnement normal des institutions. Tout élu qui s'oppose aux « dérives » de la guerre contre la drogue ou aux projets de lois scélérates est dénoncé comme complice des criminels et peut être soumis à une véritable campagne de dénigrement public, portant y compris sur sa vie privée. C'est ce qui est arrivé à la sénatrice Leila de Lima, ancienne secrétaire à la Justice, aujourd'hui incarcérée pour avoir « organisé le trafic de drogue »...

Nul ne sait jusqu'où la négation des droits humains, des droits démocratiques les plus élémentaires va aller aux Philippines. Les contradictions du Parti communiste (maoïste) exposent : il a toujours quatre ministres au gouvernement ! Le reste de la gauche et des mouvements citoyens tente d'organiser la résistance. Un engagement dangereux qui mérite notre solidarité.

Pierre Rousset

LIBYE En proie aux milices

La Libye continue de s'enfoncer dans le chaos sous l'effet des conflits violents entre les nombreuses milices armées.

Les enjeux de pouvoir sont liés à la mainmise sur le pétrole et les différents trafics illégaux, souvent au détriment des populations et des réfugiés qui tentent de rejoindre l'Europe à partir des côtes libyennes.

Trois gouvernements

« Éclair écrasant », c'est sous ce nom de code que le maréchal Haftar du gouvernement basé à Tobrouk a mené l'opération militaire pour reconquérir les deux sites de Ras Lanouf et d'Al Sedra du croissant pétrolier, et continuer à disputer le leadership contre son rival Fayez el-Sarraj reconnu par la communauté internationale, suite à l'accord de Skhirat.

Fayez el-Sarraj reste faible et il doit beaucoup aux milices de Tripoli dont la plupart sont d'obédience islamiste. À cela s'ajoute un troisième gouvernement, celui de Khaled al-Gouil issu de l'ancien gouvernement islamiste de Tripoli qui n'est pas reconnu par les Nations unies.

Si le croissant pétrolier a connu des affrontements violents et récurrents entre Haftar et les Brigades de défenses de Benghazi, coalition hétéroclite où l'on trouve des



Fayez el-Sarraj reçu à l'Élysée il y a quelques mois. DR

organisations affiliées à Al-Qaïda et à l'État islamique, c'en est de même à Tripoli entre les milices de Fayez el-Sarraj et celles de Khaled al-Gouil.

La complexité de la situation est d'autant plus grande que les alliances entre les différentes milices sont versatiles et que le soutien diplomatique de la part des puissances occidentales ou régionales sont rarement univoques. Pour prendre l'exemple de la France toujours en pointe sur le sujet, le Quai d'Orsay se conforme aux résolutions des Nations unies et soutient Fayez el-Sarraj, sauf que les forces spéciales françaises conseillent et combattent auprès de son principal ennemi, le maréchal Haftar qui, lui, ne reconnaît pas l'accord de Skhirat.

Tenter de comprendre les agendas des différents protagonistes

sous le seul angle de l'islamisme est tout aussi inefficace. Certes, Haftar proclame qu'il lutte contre les terroristes djihadistes, tout comme d'ailleurs les milices de Fayez el-Sarraj et de Khaled al-Gouil. Mais dans les faits, l'homme fort de Tobrouk a construit une alliance avec les Saoudiens qui envoient leurs cheikhs dans les mosquées de la région pour prêcher un islam wahhabite... C'est ainsi que désormais les femmes de moins de 60 ans ne peuvent voyager qu'accompagnées par un homme de leur famille, reprenant ainsi les règles iniques du royaume saoudien.

Les populations premières victimes

Ces guerres intestines ont évidemment des conséquences graves au niveau économique et social. Les

exportations de pétrole ont chuté de 1,6 million à 700 000 barils, et au vu des combats incessants sur les sites pétroliers, il n'est pas sûr que le niveau puisse être assuré. Les devises étrangères fondent comme neige au soleil. De 107,6 milliards de dollars en 2013, il ne reste que 43 milliards en 2016, ce qui est d'autant plus alarmant que le pays importe les principales denrées alimentaires. Déjà plus d'un tiers de la population est menacé de crise alimentaire. La propagation des armes qui circulent dans le pays – estimées à 18 millions – fait de Tripoli une des capitales les plus dangereuses, où crimes, racketts et enlèvements crapuleux pullulent...

Les plus touchés demeurent les réfugiés qui passent par la Libye pour rejoindre l'Europe, victimes à la fois des trafiquants, des différentes milices et des garde-côtes officiels. Les immigrés sont appréhendés et parqués dans des camps de rétention, vivant dans des conditions épouvantables, victimes de tortures, de viols, d'exécutions sommaires. Mais cela n'empêche pas l'Europe de vouloir négocier avec le gouvernement libyen un accord identique à celui signé avec la Turquie qui sous-traite le blocage des flux migratoires en direction de l'Europe. Et tant pis si le gouvernement libyen est dans l'incapacité d'assurer les droits fondamentaux des réfugiés. Après avoir contribué largement à déstructurer la Libye, l'Union européenne tente de renvoyer les réfugiés dans ce qui est considéré par toutes les organisations de défense des droits humains comme un véritable enfer.

Paul Martial

ÉGYPTE Émeutes du pain

Mardi 7 mars, puis dimanche 12, des émeutes ont éclaté un peu partout en Égypte, à Alexandrie, Imbaba au Caire, Guizeh...



"Nous voulons manger!" DR

Des voies de chemin de fer ont été coupées, des bâtiments officiels comme les antennes du ministère de l'Approvisionnement encerclés et des heurts avec la police ont eu lieu aux cris de « Nous voulons manger, nous voulons du pain ! » La raison : les cartes d'approvisionnement en papier ne permettaient plus d'obtenir qu'un tiers de la quantité de galettes subventionnées alors que les cartes électroniques n'étaient pas affectées. Les plus pauvres n'ont jamais pu les obtenir parce qu'il fallait payer des pots de vin pour les avoir.

Il faut savoir que le pain est la principale source d'alimentation de la grande majorité du peuple égyptien. C'est pourquoi depuis de très longues années, les gouvernements successifs l'ont toujours subventionné, de peur des émeutes. Cette fois-ci, Sissi a obéi aux ordres du FMI qui a mis, entre autres conditions, la suppression des subventions pour accorder à l'Égypte un prêt de 12 milliards de dollars.

Le mécontentement gronde depuis l'automne parce que la dévaluation de la livre de près de 50% et sa flottaison ont engendré une inflation (20%, chiffre officiel mais sûrement plus élevé en réalité) telle que la plupart des denrées alimentaires de base comme le riz et le sucre étaient soit introuvables soit hors de prix. L'approche de ramadan fin mai, mois où traditionnellement les prix flambent, risque de ne pas arranger les choses.

Une répression féroce

Ces émeutes interviennent quelques jours à peine après l'annonce de l'acquiescement de Hosni Moubarak, poursuivi pour avoir donné l'ordre de tirer sur les manifestants de Tahrir. Ses coaccusés, son ancien

ministre de l'Intérieur et plusieurs responsables des services de sécurité ont également été acquittés. Le pouvoir en place pense mettre ainsi un terme définitif au soulèvement de 2011, mais il se trompe lourdement parce que les revendications de l'époque « Pain, liberté et justice sociale ! » sont plus que jamais d'actualité.

Malheureusement, avec la répression féroce de toute contestation par l'appareil d'un État militaropolicier – 60 000 prisonniers politiques, fermeture de la quasi totalité des associations et organisations non gouvernementales

qui œuvraient pour les droits humains... –, il paraît difficile que le mécontentement, aussi virulent qu'il soit, débouche à court terme sur autre chose que sur des émeutes violemment réprimées.

La situation sociale et politique exige d'offrir une perspective crédible à un peuple à bout. La situation au Sinaï est loin d'être stabilisée. L'éviction des Frères musulmans de la scène politique a radicalisé une partie de ses membres, surtout des jeunes. Comme l'écrit Gilbert Achcar dans son dernier livre *Symptômes morbides* : « En Égypte, comme dans l'ensemble de la région

arabe, l'alternative demeure, plus que jamais, un changement progressiste radical social et politique ou une aggravation du choc des barbaries. » Cela va dépendre de la capacité du syndicalisme et des partis laïques et progressistes à se réorganiser en toute indépendance de manière bien supérieure qu'entre 2011 et 2015. Petite lueur d'espoir : la constitution fin janvier d'un front regroupant des partis de gauche, des organisations syndicales ou de défense des droits avec pour slogan « Nous voulons vivre ! »

D'Alexandrie, Hoda Ahmed

Version longue sur le site du NPA

Roman

Les tribulations du camarade Lepiaf, Arthur Koestler

Éditions Calmann-Lévy, 2016, 21,50 euros

La république des gamins... Écrit en 1934, «*les Tribulations du camarade Lepiaf*» est certainement le moins connu des romans d'Arthur Koestler. Et pour cause: il est resté inédit.

Rédigé à l'occasion d'un concours organisé par une maison d'édition «*pour la littérature des travailleurs*», exilée en Suisse après l'accession des nazis au pouvoir, il met en scène des enfants allemands placés dans un foyer français, «*l'Avenir*». Il en profite pour dessiner en creux la plupart des problématiques qui nourriront son œuvre, *le Zéro et l'Infini*, *Croisade sans croix* ou *Les hommes ont soif*: complexité des liens entre collectif et singulier, éthique des moyens et des fins, méfiance envers les appareils... «*Aucun mouvement, aucun parti, aucune personne ne peut revendiquer le privilège de l'infaillibilité*», écrira-t-il plus tard, à l'issue des longues réflexions qui le firent quitter un parti devenu le contraire de ce qu'il autoproclamait... Mais à l'époque où il écrit ce livre, il est encore le camarade Koestler, un

de ces militants intellectuels que certains qualifiaient d'«*idiot utile*». Et pourtant, la description de cette «*utopie infantile*» – dont le territoire est une maison-foyer regroupant des enfants, juifs pour la plupart et dont les parents sont en camp ou en exil, et des éducateurs issus du Parti – est bien l'illustration, à la fois fiction et réalité (Koestler a visité un de ces foyers pour les besoins d'un article), de ce que peut produire une éducation collective dont jeux et enjeux n'ont rien de candides puisqu'il s'agit de travailler à l'édification d'une nouvelle façon de vivre.

Autonomie

Ainsi, ils élisent leurs représentants, créent un journal mural, organisent des réunions et parfois des grèves lorsque les «*Chaldéens*», nom qu'ils donnent aux éducateurs, font preuve d'autoritarisme... ou de laxisme. Car ici, tout comme chez



les adultes, les équilibres entre les tenants d'une autonomie quasi-libertaire et ceux du centralisme démocratique restent fragiles, et sont soumis aux tensions provoquées par la rencontre de ces deux extrêmes que sont le «*singulier*» et le «*collectif*».

D'Ulrich l'Opposition, fils d'intellectuel, écartelé entre mémoire de classe et vocation révolutionnaire, à Piète le Grand dont le père militant ouvrier vient d'être exécuté par les SA, en passant par Peter l'Invisible et sa sœur Thekla l'Oie rouge dont le seul crime des parents est d'être juifs; du directeur Furonlet hésitant entre paternalisme et autoritarisme aux éducateurs Lampel et Moll, respectivement ouvrier et prof de socio, les personnages décrits, avec tout l'humour nécessaire à la distanciation, par Koestler sont unis par une idée qui, même lorsqu'elle prend différentes formes, reste fondamentale: l'édification, sinon universelle du moins locale, d'une république soviétique dans le vrai sens du terme, c'est-à-dire fondée sur l'autonomie de chacun, seule garante de la liberté de tous. Une conception bien libertaire pour un membre du Parti! Et l'appareil stalinien le fera sentir à Koestler en condamnant son manuscrit comme «*une expression des tendances bourgeoises, individualistes*». Il n'empêche... Les questions posées par ce livre restent d'autant plus ouvertes que notre époque prétend leur apporter une réponse dont le simplisme le dispute à la malveillance: le (ou les) repli(s), quels qu'ils soient!
Araud de Montjoye

Cinéma



Lost city of Z, James Gray

Avec Charlie Hunnan, Robert Pattinson et Sienna Miller. Sortie le mercredi 15 mars

Aventuriers de l'arche perdue et même *Apocalypse now*. Malheureusement, il n'en a pas l'envergure et le souffle. D'une part le réalisateur semble avoir manqué de moyens: on passe directement des salons londoniens à la jungle amazonienne sans découvrir les ports et les villes d'Amérique du Sud, sans jamais ressentir la durée du voyage. D'autre part il se disperse et hésite entre plusieurs sujets. La vie familiale de Fawcett, ses démêlés avec l'administration britannique, sa participation à la guerre de 1914-1918, dans laquelle

il apparaît comme un patriote pur jus, alourdissent le scénario. Sans doute James Gray dénonce-t-il la vision occidentale raciste de l'Indien et l'esclavage que faisaient régner les propriétaires de mines brésiliens, mais il s'attarde peu sur les ravages de l'impérialisme pour se concentrer sur la personnalité ambiguë de son personnage. À la lecture de l'interview du réalisateur, qui tient des propos subversifs et quasi marxistes, on éprouve donc le sentiment que son œuvre n'est pas à la hauteur de ses ambitions.
Gérard Delteil

«*J'emattaque à l'arrogance occidentale, à cette fausse supériorité que des aventuriers comme Fawcett ont à la fois incarné et remise en cause*», affirme James Gray, réalisateur de ce film. Percy Fawcett, explorateur britannique, disparut en 1925 en Amazonie, alors qu'il recherchait une cité mythique qui aurait survécu à l'écart du monde, au milieu de la jungle. Le personnage de l'explorateur, qui fascina des générations d'Occidentaux au 19^e siècle et au début du 20^e, va évidemment de pair avec l'expansion de l'impérialisme. Fawcett débuta d'ailleurs dans cette entreprise par la mission quasi impossible d'établir une frontière précise entre la Bolivie et le Brésil qui se disputaient des ressources pétrolières convoitées par les compagnies anglaises et américaines. Avec la fin du partage du monde par les grandes puissances, l'explorateur devint un outil idéologique désuet. Le film de James Gray évoque les grands films d'aventure comme *Mission*, *Aguirre la colère de Dieu*, *Cabeza de Vaca* voire les

Cinéma

L'autre côté de l'espoir, Aki Kaurismäki

Avec Sherwan Haji, Sakari Kuosmanen et Ilkka Koivula. Sortie le mercredi 15 mars

Après *Le Havre* en 2011, le réalisateur finlandais revient sur la façon dont nos pays traitent immigrants et réfugiés. Là, ça se passe à Helsinki, où arrive Khaled, réfugié syrien. Il demande l'asile mais les services finlandais compétents ne jugent pas la situation à Alep assez dramatique pour le lui accorder... Devenu clandestin, il va survivre grâce à des solidarités improbables: un patron de restaurant (qui a lui-même ses problèmes), les salariés de l'établissement, des clochards, un camionneur... À des institutions

devenues inhumaines, s'opposent les gestes des gens d'en bas. Il y a donc un peu d'espoir dans la nuit des grandes villes, mais y rodent aussi les gros bras fascistes, pour qui les Arabes d'aujourd'hui se confondent avec les Juifs d'hier... On retrouve dans le film l'économie de parole qui caractérise le cinéma de Kaurismäki ainsi qu'une forme particulière de burlesque. Avec enfin une musique aux frontières du blues, du jazz, de la country et du rock et dont les paroles expriment l'amertume du monde.
Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél.: 01 49 28 52 44
Fax: 01 49 28 52 43
www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture:
Lundi: 14 h – 20 h,
mardi au samedi:
12 h – 20 h



Théâtre

«L'exception et la règle» de Bertold Brecht, par la compagnie Jolie Môme

Jusqu'au 22 avril à la Belle Étoile (La Plaine Saint-Denis)



L'exception et la règle... La compagnie Jolie Môme en son théâtre la Belle Étoile présente son nouveau spectacle: une pièce de Bertold Brecht écrite en 1929-1930 et qui résonne avec une actualité extraordinaire. La lutte des classes, la justice en ligne de mire, la police... et ce n'est pas la moindre des qualités de la compagnie Jolie Môme d'avoir remis en lumière cette pièce relativement peu jouée. Un marchand, son guide contremaître et son porteur qui traversent le désert en quête de pétrole, «*un road trip didactique*» qui va jusqu'au drame et son jugement. La technique de mise en scène surprend le spectateur, l'oblige à la concentration, et rapidement la magie opère... Elle fait la part belle à la pantomime, au burlesque, une technique qui tranche avec les spectacles habituels de la Compagnie. C'est un réel plaisir pour le public qui ressort de là en ayant parcouru son propre chemin. Attention, dépêchez-vous d'y aller car nul doute qu'il y aura du monde!
Jean-Marc Bourquin
Plus d'infos: <http://cie-joliemome.org/?p=3755>

Expositions

Le Printemps du dessin à Paris

Une fois n'est pas coutume, signalons ces excellents salons axés sur le dessin. Loin de la médiatisation des Fiac ou autre Art Paris Art Fair, ils montrent la scène émergente en matière de dessin dans toute sa diversité:
– «*Salon du dessin*», jusqu'au 27 mars au Palais Brongniart (Paris 2^e)
– «*Drawing now Paris, le salon du dessin contemporain*», jusqu'au 26 mars au Carreau du Temple (Paris 3^e)
– En parallèle, certaines galeries, dont la dynamique *galerie Suzanne Tarasieve*, spécialiste des peintres expressionnistes allemands (Markus Lüperz, Immen-dorf...) met l'accent sur la production allemande:
– «*Paradigmes inédits? Dessin contemporain en Allemagne*», au Goethe-Institut (Paris 16^e)
Ugo Clerico



«Si les réflexions et comportements racistes existent depuis longtemps sur les lieux de travail, les succès électoraux du FN permettent de leur donner une légitimité»

Entretien. Alors que le Front national profite à plein de la situation sociale et politique, des attentats aux «affaires» (dont il n'est pourtant pas épargné...), nous avons rencontré **Luz Mora**, militante syndicale de Solidaires Travail Affaires sociales, qui est une des animatrices de VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes). Depuis 1996, ce collectif regroupe des militantEs syndicaux qui analysent et dénoncent les incursions du FN et de l'ensemble de l'extrême droite sur le terrain social, dans les entreprises et les services...

Le FN, repris par les médias, communique beaucoup autour de l'idée qu'il serait le premier parti des ouvriers au niveau électoral. Quelle en est la réalité?

Évidemment, c'est beaucoup plus compliqué. Il est maintenant bien établi, par différentes recherches universitaires, que les ouvrierEs et employéEs constituent en gros la moitié du vote FN. Mais si on tient compte de l'abstention et des non-inscritEs, c'est en fait en gros une personne sur 7 appartenant à ces catégories qui votent FN.

Le vote FN des fonctionnaires a augmenté depuis les années 2000. En moyenne, c'est entre 22 et 26% des intentions de vote qui se tournent vers le FN. À l'intérieur, on a des petites variations selon les différents versants de la fonction publique et entre les différentes catégories.

Mais en fait, peu importe : à ce niveau, pour VISA, c'est déjà trop ! Les syndicalistes, au contact quotidien des salariéEs du public et du privé, ont une responsabilité : celle d'empêcher leurs collègues de voter pour ce parti qui va contre leurs intérêts ! Pour les arguments, c'est juste de la formation syndicale et un peu de lecture pour les maîtriser. C'est le plus simple. Mener la bataille, c'est une volonté collective, dans le syndicat.

Quelle est ton appréciation du profil du FN dans cette campagne électorale ? Quel électoralat cherche-t-il à séduire ?

Le FN va tout tenter pour se faire élire, en particulier sa présidente. Évidemment, on retrouve la constante «priorité nationale», les attaques sur les étrangers (par de multiples vecteurs) et les habituels discours et promesses sur la sécurité. C'est le ciment de l'électorat. Pour le reste, le but est de proposer tout et son contraire : un «État stratège» et une diminution des obligations qui pèsent sur les boîtes ; des prétendues augmentations de pouvoir d'achat, la prétendue conservation de la protection sociale et des baisses massives de cotisations et des aides aux boîtes... On remarque toutefois plusieurs nouveautés : Marine Le Pen s'adresse souvent aux femmes, sous un angle sécuritaire et raciste qui ne résout évidemment aucun des problèmes qu'elles rencontrent.

La campagne en direction des entreprises, en particulier des TPE-PME, est cette fois-ci beaucoup plus prégnante. D'ailleurs le projet présidentiel, les 144 propositions, s'en ressent. Beaucoup de choses sont promises aux patrons, et des promesses aux salariéEs existent, mais elles sont moins mises en avant.

Un autre fait notable : si Marine Le Pen a démarré sa campagne sous le signe de «la France apaisée», avec les affaires et les mises en examen, elle joue la vieille partition d'extrême droite du «complot du système» pour tenter de bâillonner le FN, allant

jusqu'à menacer les fonctionnaires qui se compromettraient avec ce complot. Et ça, c'est pas trop apaisé...

Les militantEs de VISA perçoivent-ils une poussée réactionnaire ?

Si les réflexions et comportements racistes existent depuis longtemps sur les lieux de travail, y compris parfois dans l'organisation même du travail (rappelez-vous la grève des ouvriers de Peugeot à Poissy dans les années 1980), il est certain que les succès électoraux du FN permettent de leur donner une légitimité.

Le FN tracte devant les boîtes depuis le milieu des années 1990 : la différence, c'est qu'aujourd'hui, il est de plus en plus banalisé et donc pas empêché de le faire. Il est même invité, au même titre que d'autres partis, par certains syndicalistes, pour «faire un tour» dans les boîtes. C'est certes marginal, mais c'est révélateur. On peut pas vraiment dire qu'il existe une poussée réactionnaire, ni vraiment la dater. Par contre, on constate en effet qu'elle s'exprime, qu'elle s'affiche, que le racisme, l'homophobie, le fait de voter FN, se sont banalisés.

Les militantEs de VISA sont avant tout des militantEs syndicaux : comme les camarades que nous côtoyons lors de nos activités, nous constatons bien qu'il est devenu presque «normal» de développer ce genre de discours, et difficile d'agir pour convaincre du contraire. Comme



DR

d'autres militantEs syndicaux, on discute et on agit pour que ça ne s'étende pas, pour convaincre du contraire, soutenir les victimes, expliquer que ce type de propos ne résout en rien la situation quotidienne de nos collègues.

Comme tout le monde, on a des petites victoires, et parfois, des déceptions. Ce sont les discussions, les échanges de «tuyaux» qui nous permettent de revenir à la charge, et nos convictions syndicales. Nous avons, nous syndicalistes, une responsabilité collective, et avons aussi à nous occuper des conditions de travail, d'emploi, des problèmes quotidiens des collègues. Devant ces responsabilités, il est indispensable de créer une unité syndicale pour refuser ce type de propos ou de comportements.

Quel rôle peut jouer VISA durant ces prochaines semaines pour y répondre

et par quels moyens ?

On fait comme d'habitude, mais à un rythme plus rapide : en ce moment, on enchaîne les formations syndicales, les interventions en congrès, dans toute la France.

Récemment, on a mis en ligne sur notre site¹, en plus de nos brochures, quelques textes téléchargeables gratuitement sur des points précis du programme présidentiel du FN, pour que les syndicalistes aient des argumentaires récents à utiliser sur les lieux de travail, dans les journaux syndicaux... VISA 13 a récemment édité un petit outil, «Comment combattre le racisme au travail», qui est aussi sur notre site.

On participe à la rédaction des articles du site «droitsfemmescontrextremesdroites.org», et on continue à mettre en ligne le matériel syndical de tous les syndicats sur notre site. On poursuit aussi nos chroniques périodiques «Lumières sur mairies brunes», où on recense les faits et méfaits des maires d'extrême droite depuis 2014.

Pour les francilienEs, nous organisons, au côté des instituts de formation de la FSU, de Solidaires et de la CGT, et d'éditeurs (dont nos camarades de Syllepse, notre éditeur), un «Salon du livre antifasciste» le 9 avril à Montreuil (93)².

Propos recueillis par
Manu Bichindaritz

1 - <http://www.visa-isa.org>

2 - <https://paris.demosphere.eu/rv/54030>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

l'Humanité.fr **DES EXPERTS AU SERVICE DES LOBBIES.** Prenant le

contre-pied de l'Organisation mondiale de la santé, l'Agence européenne des produits chimiques estime que le glyphosate, l'herbicide le plus utilisé au monde, ne devrait pas être classé comme cancérigène. Cet avis pourrait ouvrir la voie à une ré-autorisation de la substance en Europe, pourtant fortement contestée. [...]

«La science l'a emporté», s'est immédiatement félicité l'Association européenne des fabricants de pesticides, l'ECPA (regroupant Monsanto, Bayer, Dow Chemical, BASF, Syngenta), laquelle dit s'attendre à ce que la commission s'engage rapidement dans un nouveau processus d'agrément pour 15 ans. Les conclusions finales de l'Echa devraient en effet être transmises à la Commission européenne en juin, date à laquelle celle-ci doit relancer la procédure pour un éventuel renouvellement de la licence du glyphosate dans l'Union. Une décision devra être prise «dans les six mois» après réception de cet avis.

En face, les défenseurs de l'environnement sont furieux, accusant le comité d'avoir écarté les études négatives sur le glyphosate. «Pour arriver à ses conclusions, l'Echa a rejeté des preuves scientifiques flagrantes de cancers chez des animaux de laboratoire, passant outre les avertissements de plus de 90 scientifiques indépendants, en se basant sur des études non publiques commandées par des producteurs de glyphosate», dénonce ainsi Greenpeace. [...]

Aux États-Unis, la justice a rendu publics des documents internes de Monsanto, montrant que «la firme a bénéficié de connivences au sein de l'Agence de protection de l'environnement aux États-Unis, où elle cherche à éviter un classement comme cancérigène du glyphosate, principe actif du célèbre désherbant Roundup», écrit le quotidien du soir. «Les experts de l'Echa sont liés à l'industrie. Il existe pourtant des chercheurs reconnus dans le public», relève Nadine Lauerjat, d'autant plus inquiète que «la Commission a tendance à suivre l'avis de l'Echa». [...]

«Glyphosate : les experts européens écartent le risque cancérigène», Alexandra Chaintron, *Humanité.fr*, jeudi 16 mars 2017.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org